



Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations:			
	Décembre			valeur		pourcentages	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1 - Monnaie fiduciaire	30 717	21 325	22 009	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 629	100	109	4,1 %	4,9 %
Dépôts à vue	196 908	209 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 017	191 051	211 586	7 094	19 939	3,8 %	10,4 %
- OPI	11 765	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
Total M1	217 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M2 - M1	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
Comptes sur livrets	90 914	100 429	132 098	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
Comptes d'épargne-logement	-	368	700	332	392		106,0 %
Total M2				9 778	32 393	5,4 %	16,5 %
M3 - M2				9 211	1,2	- 14,8 %	
Dépôts				5 144	- 1,9 %	- 14,8 %	



N°152 – Statistiques au 30/09/2012



Wallis-et-Futuna

L'Institut d'émission d'outre-mer est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1er janvier 1999 à 1 000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1er avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Sommaire

1. Synthèse	4
1.1 L'évolution conjoncturelle internationale au premier trimestre 2012	4
1.2 L'évolution conjoncturelle de Wallis-et-Futuna au deuxième trimestre 2012	5
2. La masse monétaire et ses contreparties	9
2.1 La masse monétaire	9
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	9
2.3 La circulation fiduciaire	10
3. Les avoirs financiers des agents économiques	11
3.1 Les actifs par agent	11
Les avoirs des ménages	12
Les avoirs des sociétés	13
3.2 Les actifs par nature	14
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	15
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit	15
L'endettement des ménages	16
L'endettement des entreprises	17
4.2 Les passifs des établissements de la zone d'émission	18
5. Les engagements bancaires	19
5.1 Les risques sectoriels	19
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité	22
Indicateurs globaux	22
La vulnérabilité des ménages	22
La vulnérabilité des entreprises	23
6. Le financement des crédits bancaires	25
L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit	25
7. La monétique et les échanges de valeurs	25
7.1 La monétique	25
7.2 Les échanges de valeurs	26
8. Rappel des taux	27
8.1 Les taux d'intérêt légal	27
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	27
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)	27
8.4 Taux de l'usure	28
Annexes méthodologiques	29

1. Synthèse

1.1 L'évolution conjoncturelle internationale au troisième trimestre 2012

Au troisième trimestre 2012, **l'économie mondiale poursuit** sa détérioration et les projections de croissance ont été revues à la baisse. Les indicateurs de l'activité et du chômage font état d'une atonie économique croissante et généralisée au premier semestre de 2012, et aucune amélioration notable n'apparaît. Dans les pays avancés, la croissance est maintenant trop faible pour faire reculer le chômage. La crise dans la zone euro apparaît toujours comme une menace pour les perspectives de l'économie mondiale.

Au troisième trimestre, la croissance économique aux États-Unis s'accélère par rapport au trimestre précédent (+ 0,5 % après + 0,3 %). La hausse du rythme de croissance au troisième trimestre s'explique toutefois essentiellement par la variation des stocks des entreprises.

Dans les pays d'Asie en développement, le produit intérieur brut réel devrait progresser de 7,25 % au second semestre de 2012. Le moteur principal est la Chine, où l'activité devrait profiter de l'accélération des approbations de projets publics dans les infrastructures. Le Japon fait face à un niveau de déficit élevé et d'endettement sans précédent et son produit intérieur brut recule de 0,9 % au troisième trimestre.

En dépit des mesures prises par les pouvoirs publics, la crise dans la zone euro s'est aggravée. Le rééquilibrage des budgets et la fragilité persistante du système financier freinent la croissance dans les pays avancés. Au troisième trimestre 2012, le produit intérieur brut de la zone euro baisse de 0,1 % par rapport au trimestre précédent.

En France, la croissance reprend à un rythme faible au troisième trimestre (+ 0,2 % après - 0,1 %). Les dépenses de consommation des ménages rebondissent légèrement alors que l'investissement fléchit (- 0,2 % après + 0,5 %). Par ailleurs, le solde du commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,3 points) mais il est compensé par les variations de stocks qui contribuent négativement à l'évolution de l'activité (- 0,3 points). Avec 2,8 millions de personnes au chômage, le taux de chômage s'élève à 9,9 % au troisième trimestre en France hexagonale.

L'économie allemande est toujours en croissance mais son activité pâtit de la récession européenne (+ 0,2 % au troisième trimestre). Les dépenses privées et publiques ont progressé au troisième trimestre et le solde du commerce extérieur s'améliore. Le Portugal et la Grèce enregistrent au troisième trimestre une contraction de l'activité économique de respectivement 3,4 % et 7,2 % en rythme annuel.

Dans les principaux pays émergents, la croissance auparavant vigoureuse ralentit également. La faiblesse de la croissance et l'incertitude dans les pays avancés ont des répercussions négatives sur les pays émergents et en développement et aggravent les faiblesses internes.

A fin octobre, le prix en dollar du baril de pétrole (Brent) a augmenté de 9,3 % sur trois mois. En revanche, le prix des matières premières s'inscrit à nouveau en baisse en octobre (- 4,3 % sur le mois).

Lors de sa réunion du 6 décembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a indiqué qu'il estimait que des risques à la baisse continuaient de peser sur les perspectives économiques de la zone euro.

1.2 L'évolution conjoncturelle de Wallis-et-Futuna au troisième trimestre 2012

L'activité économique de Wallis-et-Futuna s'intensifie au troisième trimestre 2012. Peu impactée par la hausse des prix (+1,4 % ce trimestre et + 5,4 % en rythme annuel) la consommation des ménages reste dynamique. Les concours aux particuliers se sont accrus (+9,4%) soutenant la demande de biens de consommation.

Globalement l'activité de l'ensemble des établissements intervenant sur la place croît sensiblement ; les crédits distribués progressent de 3,2 % au cours du trimestre et de 8,6 % en glissement annuel. **On observe cependant qu'au 30 septembre, l'investissement des entreprises** (encours de 713 millions de F CFP) se contracte de 11,7 % en rythme annuel, confirmant sur une longue période la réduction régulière du niveau de ces crédits. Différents projets sont cependant en cours et devraient inverser cette tendance.

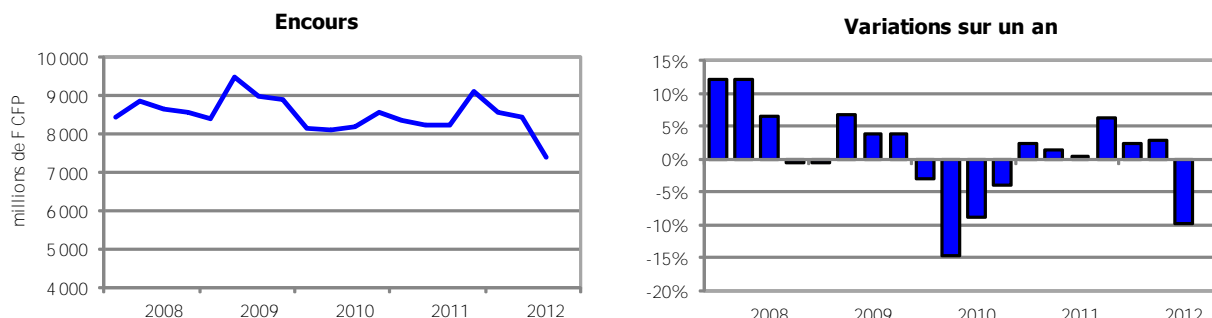
La masse monétaire s'élève à 6,79 milliards de F CFP en recul de 3 % sur le trimestre, mais en progression de 1,4 % en rythme annuel. Cette évolution résulte d'une diminution des dépôts à vue (-5,7%) dont l'encours atteint 3,13 milliards de F CFP au terme du troisième trimestre 2012.

- Un repli des actifs financiers au troisième trimestre

À fin septembre 2012, les actifs financiers des agents économiques de Wallis-et-Futuna s'établissent à 7,4 milliards de F CFP, en baisse de 12,4 % par rapport au précédent trimestre. Sur un an, les actifs diminuent de 9,9 %. Ce recul trimestriel s'explique par une forte diminution des placements à court terme (-37,9 %) et notamment des placements indexés sur les taux du marché (-43,4 %). Dans une moindre mesure, les dépôts à vue participent aussi à ce repli puisqu'ils se contractent de 5,7 % ce trimestre.

A l'inverse, l'épargne longue progresse de 25,6 % sur le trimestre et de 18,3 % en glissement annuel.

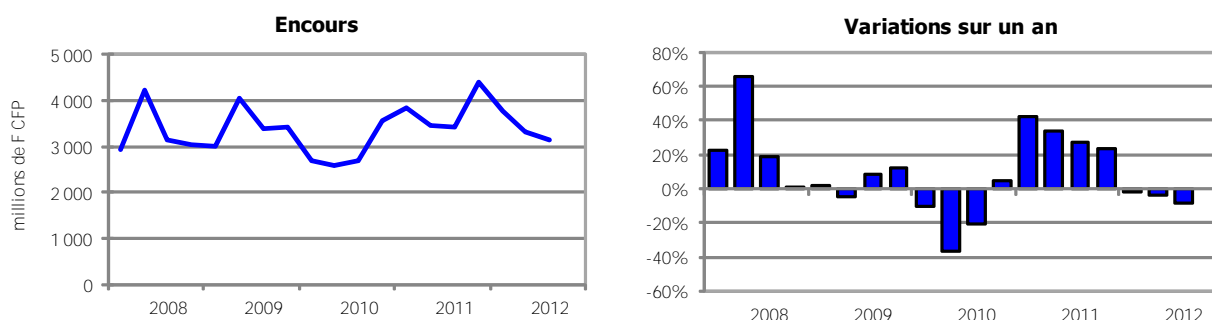
Total actifs financiers



Diminution des dépôts à vue

Les dépôts à vue atteignent 3,1 milliards de F CFP au 3^e trimestre 2012, en baisse de 5,7 %. Cette contraction est due au recul des dépôts des ménages (-6,7 %) et des autres agents (-17,4 %). A l'inverse, les dépôts à vue des sociétés ont augmenté de 3,1 % en rythme trimestriel, pour atteindre 1,2 milliard de F CFP. Ils se rapprochent en volume de l'encours observé chez les ménages (1,3 milliard de F CFP) qui diminue depuis fin 2011. L'ensemble des dépôts à vue représente 42,3 % des actifs financiers détenus par les agents wallisiens et futuniens, en augmentation trimestrielle de 3 points.

Dépôts à vue

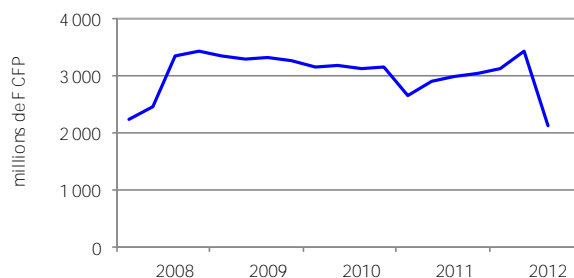


Nette contraction des placements liquides ou à court terme

À fin septembre, l'encours des placements liquides ou à court terme **s'élève à 2,1 milliards de F CFP**, en repli de 37,9 % sur le trimestre et de 28,7 % en rythme annuel. **Il s'agit du plus faible niveau atteint depuis début 2008.**

Cette évolution résulte d'une diminution des placements des différents agents économiques du Territoire. En effet, les fonds placés par les entreprises et les ménages ont chuté respectivement de 85,6 % et 7,7 % à 69 et 565 millions de F CFP. Les actifs détenus par les collectivités locales (70 % du total) enregistrent une diminution importante (-36,1 %) à 1,5 milliard de F CFP. **Il s'agit des placements indexés sur les taux de marché.** Ces agents économiques ont opéré des arbitrages en faveur des placements de long terme, mieux rémunérés.

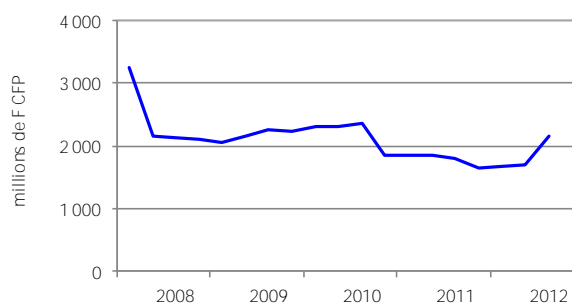
Placements liquides ou à court terme



Accroissement de l'épargne longue

L'épargne longue progresse de 25,6 % par rapport au trimestre précédent, pour atteindre 2,1 milliards de F CFP. Les placements de long terme des ménages, qui regroupent 51,5 % de ces actifs, augmentent légèrement (+0,9 %). L'encours des collectivités affiche une progression de 69,7 % sur le trimestre et de 36,7 % en glissement annuel. **Cet accroissement de l'épargne longue des collectivités locales s'explique par** de nouveaux placements de la Caisse des Prestations Sociales de Wallis et Futuna (CPSWF).

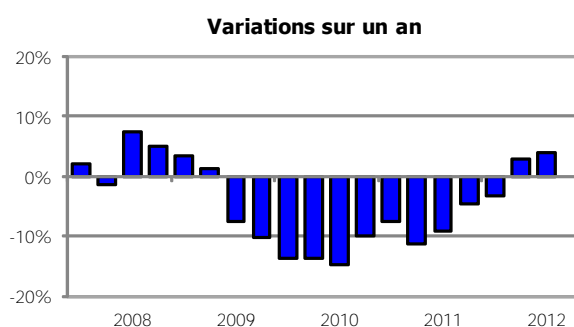
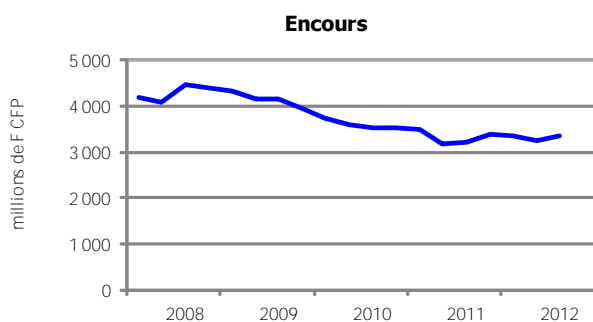
Epargne à long terme



- **L'activité de financement bancaire reprend de la vigueur**

L'encours sain des crédits de l'ensemble des établissements intervenant à Wallis-et-Futuna atteint 2,8 milliards de F CFP, en progression de 3,2 % par rapport au précédent trimestre (+8,6 % en glissement annuel). La baisse des financements accordés par les établissements de crédit **situés hors zone d'émission se poursuit**. Leurs encours représentent désormais moins de 40 % des crédits **accordés par l'ensemble des établissements**, contre 51,6 % l'année dernière à la même période. **A l'inverse**, sur un an, l'encours sain des établissements de crédit installés localement augmente de 35,3 % ; cet accroissement est en majeure partie dû aux crédits accordés aux particuliers (+11,6 %).

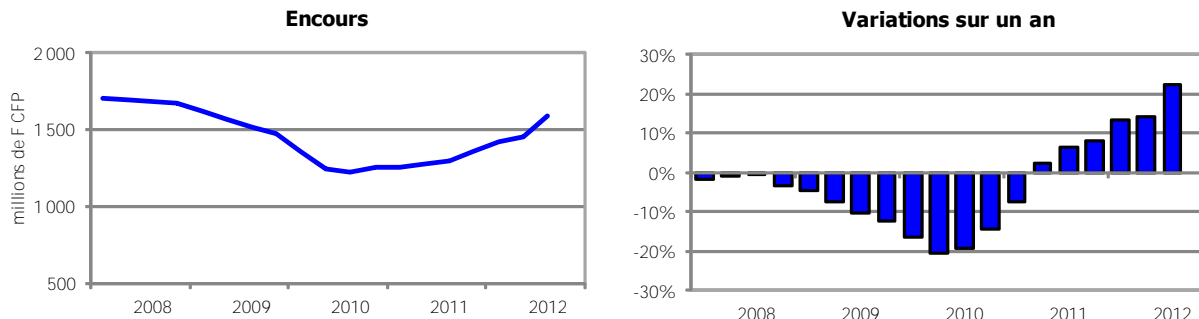
Encours de crédit brut



Poursuite de la progression des crédits aux ménages

Les concours accordés aux ménages continuent de progresser et **s'é**lèvent à 1,59 milliard de F CFP, en hausse de 9,4 % sur le trimestre et de 22,5 % sur une année. Cette évolution est principalement portée par les crédits à la **l'habitat** (+49,6 %). Les crédits à la consommation se stabilisent ce trimestre (+0,3 %), mais affichent une progression annuelle de 21,7 %. Ces derniers représentent les trois quarts des crédits accordés aux ménages.

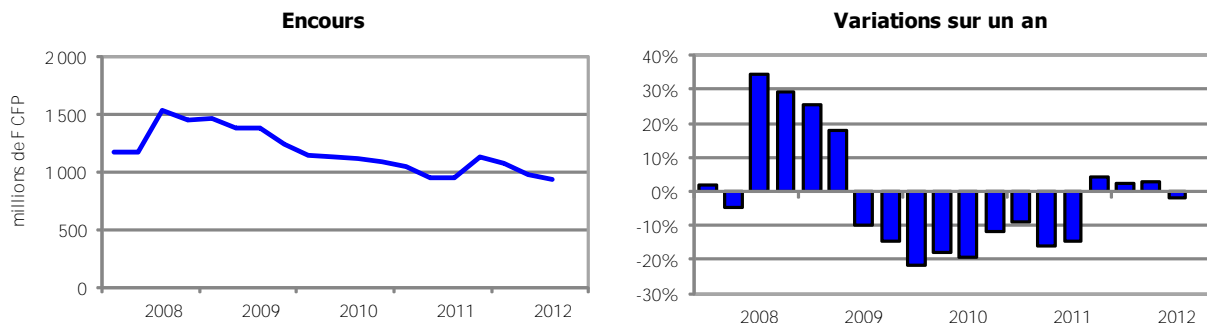
Encours de crédit sain des ménages



Nouvelle diminution des crédits accordés aux entreprises

À fin septembre 2012, **l'encours** des crédits aux entreprises poursuit sa chute. Avec un passage sous la barre du milliard de F CFP le trimestre précédent, les concours octroyés aux entreprises se replient de 4 % sur trois mois pour atteindre 939 millions de F CFP (-1,7 % en glissement annuel). Cette baisse résulte **d'**une réduction des crédits **d'équipements** (-5,4 %). Les concours accordés à cette clientèle par les établissements hors zone enregistrent leur niveau le plus bas des cinq dernières années (moins de 640 millions de F CFP), alors que **l'octroi de crédits par** les établissements locaux se renforce (en progression de 1,8 % ce trimestre et de 33,6 % sur un an).

Encours de crédit sain des entreprises

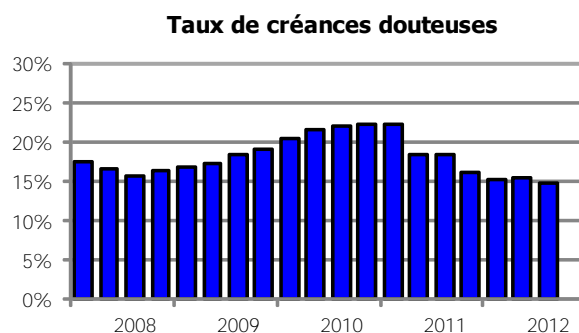
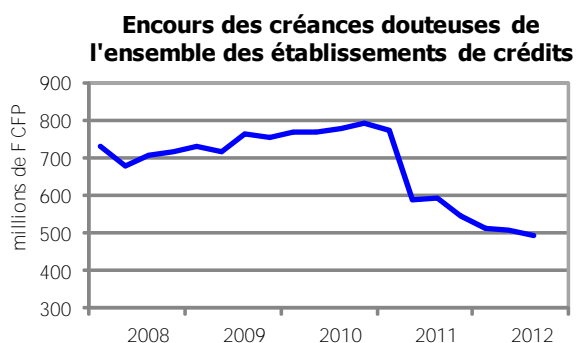


Rajouter une phrase **sur l'évolution des crédits aux collectivités**

- Une réduction de la sinistralité

Le taux de créances douteuses de tous les établissements de crédit intervenant à Wallis-et-Futuna **s'é**tablit à 14,8 % à fin septembre 2012, soit 0,8 point de moins **qu'au** second trimestre. **Sur une période d'un an**, les créances douteuses brutes affichent une diminution de 17 %. Le taux de sinistralité des établissements situés hors zone **d'émission**, qui détiennent 80 % des créances douteuses brutes du Territoire, reste cependant élevé (26 %). Cette forte sinistralité explique la baisse progressive de leur activité sur le Territoire. **A l'inverse, les établissements bancaires locaux** affichent un taux de créances douteuses brutes plus modéré, à 5,3 %.

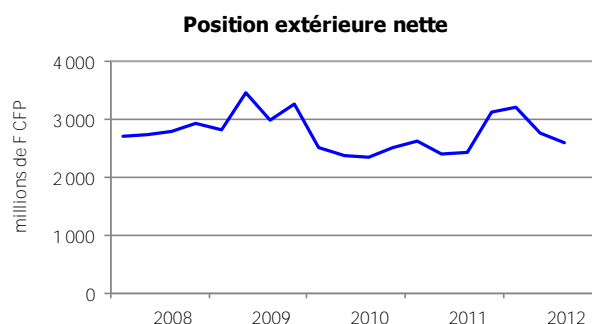
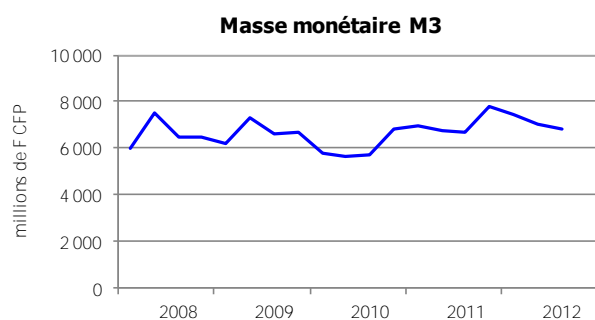
Le **nombre d'**incidents de paiement par chèques se réduit de 37,4 % à fin septembre (231 incidents contre 369 au second trimestre). Il en résulte une chute de 4,5 % du nombre de personnes physiques en situation **d'**interdit bancaire (406).



- **Contraction de la masse monétaire**

Au troisième trimestre, la masse monétaire M3 atteint 6,79 milliards de F CFP, en repli de 3 % par rapport au second trimestre, en **raison d'une baisse** simultanée des dépôts à vue (-5,7 %) et des comptes sur livrets (-9,4 %). Sur un an, la masse monétaire progresse de 1,4 %.

La position extérieure nette des établissements de crédit demeure excédentaire à 2,6 milliards de F CFP. En rythme trimestriel, elle se dégrade de 5,7 % en lien avec une réduction des **avoirs hors zone d'émission** (-6,6 %).

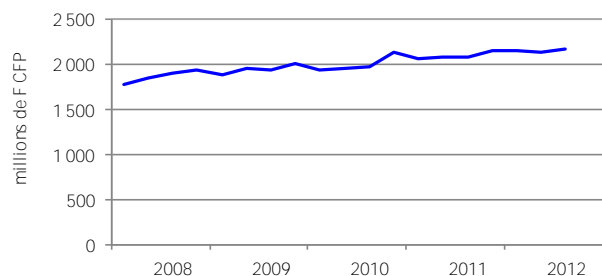


2. La masse monétaire et ses contreparties

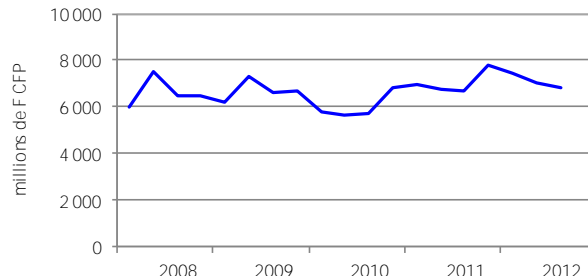
2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	Variations	
									1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 894	1 943	1 975	2 077	2 147	2 159	2 142	2 174	1,5%	4,7%
<i>Billets</i>	1 893	1 943	1 974	2 078	2 147	2 159	2 143	2 175	1,5%	4,7%
<i>Pièces</i>	1	1	1	-1	0	-1	-1	-1		
Dépôts à vue	3 139	3 395	2 689	3 420	4 411	3 766	3 322	3 134	-5,7%	-8,4%
TOTAL M1	5 033	5 338	4 664	5 497	6 558	5 924	5 464	5 308	-2,9%	-3,4%
M2-M1	413	586	543	569	567	552	551	499	-9,4%	-12,3%
Comptes sur livrets	413	586	543	569	567	552	551	499	-9,4%	-12,3%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL M2	5 446	5 925	5 207	6 066	7 125	6 477	6 015	5 807	-3,5%	-4,3%
M3-M2	1 006	717	516	628	691	984	985	984	0,0%	56,8%
Dépôts à terme	1 006	717	516	628	691	984	985	984	0,0%	56,8%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total M3	6 452	6 641	5 723	6 694	7 815	7 461	6 999	6 791	-3,0%	1,4%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
M3+P1	6 452	6 641	5 723	6 694	7 815	7 461	6 999	6 791	-3,0%	1,4%

Circulation fiduciaire



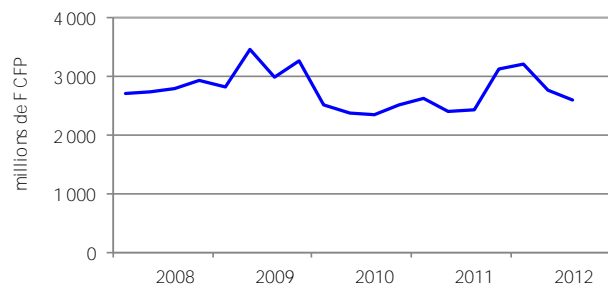
Masse monétaire M3



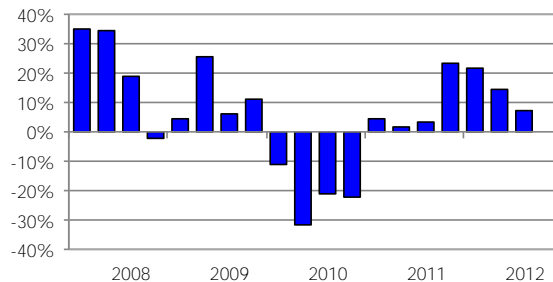
2.2 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	Variations	
									1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	4 958	5 951	6 264	5 753	6 700	7 058	6 176	5 979	-3,2%	3,9%
Institut d'émission	1 907	2 711	3 581	3 127	3 421	3 631	3 212	3 212	0,0%	2,7%
Etablissements de crédit	3 051	3 240	2 683	2 627	3 279	3 427	2 964	2 767	-6,6%	5,4%
Créances du Trésor public	700	733	639	1 314	1 457	834	933	719	-23,0%	-45,3%
Concours sur ressources monétaires	794	-43	-1 179	-373	-342	-431	-109	93	-185,0%	-124,9%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 478	1 502	1 204	1 370	1 604	1 651	1 660	1 813	9,3%	32,4%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	684	1 544	2 383	1 743	1 946	2 082	1 769	1 720	-2,8%	-1,3%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	606	639	584	590	593	595	595	596	0,2%	0,9%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	97	89	94	93	94	91	91	90	-0,7%	-2,7%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	246	261	336	202	162	212	210	170	-19,1%	-15,6%
<i>Epargne contractuelle</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Divers</i>	-265	555	1 369	858	1 097	1 184	874	865	-1,0%	0,7%
Total M3	6 452	6 641	5 723	6 694	7 815	7 461	6 999	6 791	-3,0%	1,4%
Position extérieure nette	2 805	2 979	2 347	2 425	3 117	3 215	2 754	2 597	-5,7%	7,1%

Position extérieure nette



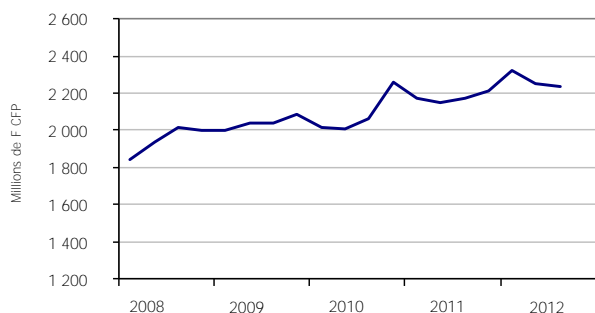
Variations sur un an



2.3 La circulation fiduciaire

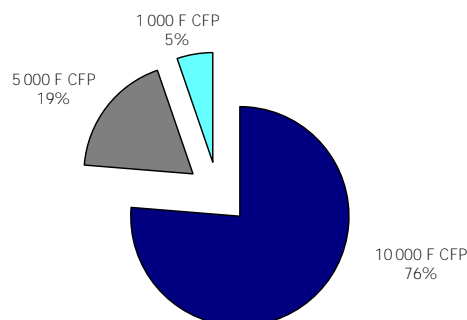
Emissions de billets									Variations	
	sept-08	sept-09	sept-10	sept-11	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	1 trim	1 an
En nombre	343 094	342 634	342 127	356 047	367 793	386 130	366 655	366 903	0,1%	3,0%
10 000 F CFP	155 615	156 191	158 202	166 408	168 808	175 508	173 108	170 418	-1,6%	2,4%
5 000 F CFP	68 559	73 239	73 699	78 822	81 431	87 826	81 930	82 424	0,6%	4,6%
1 000 F CFP	106 948	108 794	108 889	114 658	121 397	124 840	116 361	117 506	1,0%	2,5%
500 F CFP	11 972	4 410	1 337	- 3 841	- 3 843	- 2 044	- 4 744	- 3 445	-27,4%	-10,3%
En millions de F CFP	2 012	2 039	2 060	2 171	2 215	2 318	2 255	2 232	-1,0%	2,8%
10 000 F CFP	1 556	1 562	1 582	1 664	1 688	1 755	1 731	1 704	-1,6%	2,4%
5 000 F CFP	343	366	368	394	407	439	410	412	0,6%	4,6%
1 000 F CFP	107	109	109	115	121	125	116	118	1,0%	2,5%
500 F CFP	6	2	1	- 2	- 2	- 1	- 2	- 2	-27,4%	-10,3%

Emission nette de billets en valeur



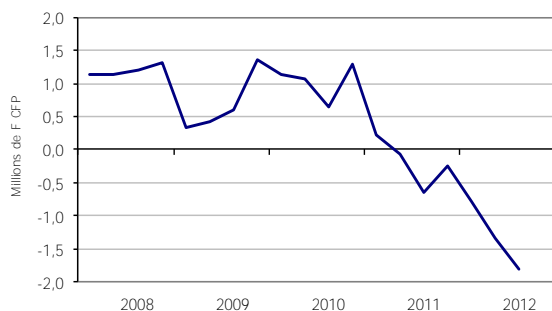
Source: IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets en F CFP à fin septembre 2012



Emissions de pièces									Variations	
	sept-08	sept-09	sept-10	sept-11	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	1 trim	1 an
En nombre	836 076	890 096	970 889	1 007 050	1 035 045	1 042 210	1 038 508	1 043 458	0,5%	3,6%
100 F CFP	-16 879	-24 365	-26 876	-38 881	-37 381	-41 873	-46 873	-50 623	8,0%	30,2%
50 F CFP	11 390	11 138	10 824	7 071	9 828	7 580	7 079	5 329	-24,7%	-24,6%
20 F CFP	-9 405	-11 170	-10 698	-15 702	-13 952	-14 947	-15 947	-17 197	7,8%	9,5%
10 F CFP	103 767	109 210	123 693	131 237	134 235	137 735	135 234	137 234	1,5%	4,6%
5 F CFP	121 657	136 792	157 973	168 364	174 360	172 760	173 560	172 760	-0,5%	2,6%
2 F CFP	237 272	254 242	273 730	288 729	293 728	297 728	299 228	303 728	1,5%	5,2%
1 F CFP	388 274	414 249	442 243	466 232	474 227	483 227	486 227	492 227	1,2%	5,6%
En millions de F CFP	1,20	0,60	0,66	-0,65	-0,25	-0,79	-1,35	-1,80	33,9%	177,2%
100 F CFP	-1,69	-2,44	-2,69	-3,89	-3,74	-4,19	-4,69	-5,06	8,0%	30,2%
50 F CFP	0,57	0,56	0,54	0,35	0,49	0,38	0,35	0,27	-24,7%	-24,6%
20 F CFP	-0,19	-0,22	-0,21	-0,31	-0,28	-0,30	-0,32	-0,34	7,8%	9,5%
10 F CFP	1,04	1,09	1,24	1,31	1,34	1,38	1,35	1,37	1,5%	4,6%
5 F CFP	0,61	0,68	0,79	0,84	0,87	0,86	0,87	0,86	-0,5%	2,6%
2 F CFP	0,47	0,51	0,55	0,58	0,59	0,60	0,60	0,61	1,5%	5,2%
1 F CFP	0,39	0,41	0,44	0,47	0,47	0,48	0,49	0,49	1,2%	5,6%

Emission nette de pièces en valeur



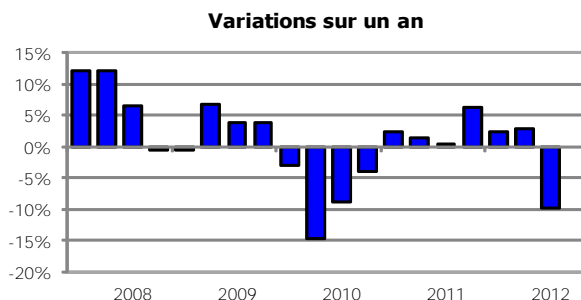
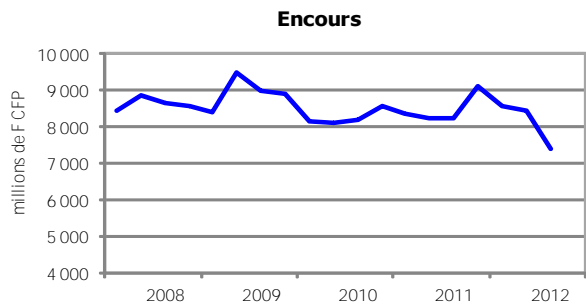
Source: IEOM

3. Les avoirs financiers des agents économiques

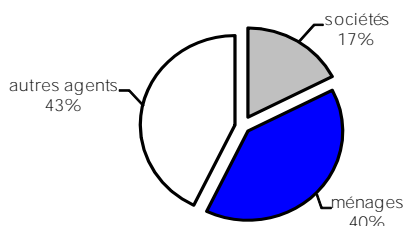
3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	Variations	
									1 trim	1 an
Sociétés	1 722	2 301	1 302	1 480	2 289	1 860	1 665	1 293	-22,3%	-12,7%
Dépôts à vue	1 223	1 716	922	1 046	1 794	1 688	1 188	1 224	3,1%	17,1%
Placements liquides ou à court terme	364	407	189	434	495	172	477	69	-85,6%	-84,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	364	407	189	434	495	172	477	69	-85,6%	-84,2%
dont comptes à terme	359	385	189	285	346	22	27	27	0,0%	-90,5%
dont OPCVM monétaires	5	23	0	149	149	150	450	42	-90,8%	-72,1%
dont certificats de dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne à long terme	135	177	192	0	0	0	0	0		
dont OPCVM non monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ménages	2 983	2 725	2 990	2 913	3 040	3 023	3 071	2 942	-4,2%	1,0%
Dépôts à vue	1 358	1 116	1 271	1 264	1 390	1 365	1 363	1 273	-6,7%	0,7%
Placements liquides ou à court terme	827	742	751	598	590	614	612	565	-7,7%	-5,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	400	570	521	535	525	526	527	481	-8,6%	-10,1%
Livrets ordinaires	400	570	521	535	525	526	527	481	-8,6%	-10,1%
Livrets A et bleus	0	0	0	0	0	0	0	0		
Livrets jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0		
Livrets d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
CODEVI	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	427	172	230	63	66	88	85	84	-1,7%	33,3%
dont comptes à terme	365	55	48	63	66	88	85	84	-0,6%	33,3%
dont bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
dont OPCVM monétaires	62	118	182	0	0	0	1	0		
Epargne à long terme	798	868	968	1 051	1 060	1 044	1 095	1 105	0,9%	5,1%
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0		
Portefeuille-titres	15	15	15	10	10	12	10	12	14,9%	22,0%
OPCVM non monétaires	57	58	69	95	104	113	109	115	5,1%	21,6%
Contrats d'assurance-vie	726	795	883	947	946	919	976	978	0,2%	3,2%
Autres agents	3 943	3 948	3 888	3 822	3 785	3 678	3 719	3 170	-14,8%	-17,1%
Dépôts à vue	557	563	496	1 111	1 227	713	771	637	-17,4%	-42,6%
Placements liquides ou à court terme	2 175	2 174	2 180	1 949	1 958	2 337	2 334	1 491	-36,1%	-23,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	13	16	22	34	42	26	24	18	-25,8%	-46,9%
Placements indexés sur les taux du marché	2 161	2 157	2 159	1 916	1 916	2 311	2 309	1 473	-36,2%	-23,1%
dont comptes à terme	282	278	279	279	279	874	873	873	0,0%	212,6%
Epargne à long terme	1 211	1 211	1 211	762	601	628	614	1 042	69,7%	36,7%
TOTAL	8 649	8 974	8 180	8 216	9 115	8 561	8 454	7 405	-12,4%	-9,9%
Dépôts à vue	3 139	3 395	2 689	3 420	4 411	3 766	3 322	3 134	-5,7%	-8,4%
Placements liquides ou à court terme	3 366	3 323	3 120	2 982	3 043	3 123	3 423	2 125	-37,9%	-28,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	413	586	543	569	567	552	551	499	-9,4%	-12,3%
Placements indexés sur les taux du marché	2 953	2 737	2 577	2 413	2 476	2 570	2 872	1 626	-43,4%	-32,6%
Epargne à long terme	2 144	2 256	2 371	1 814	1 661	1 672	1 709	2 147	25,6%	18,3%

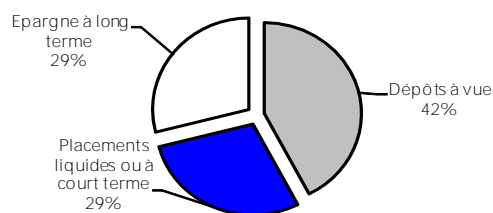
Total actifs financiers



Répartition des actifs financiers par agent économique au 30 juin 2012

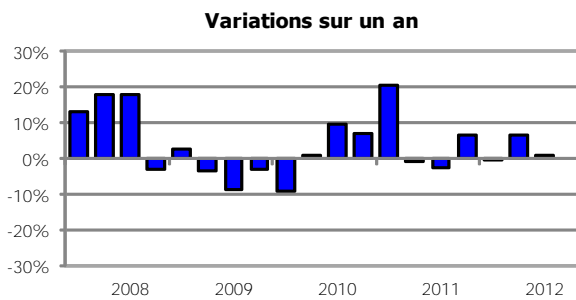
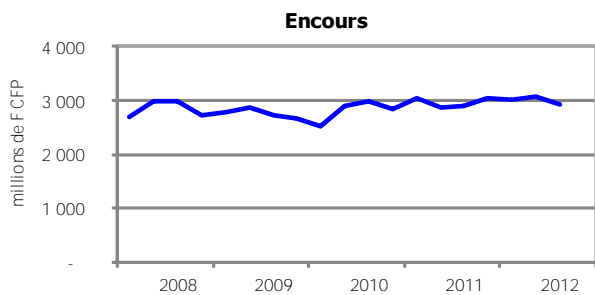


Répartition des actifs financiers par nature au 30 juin 2012

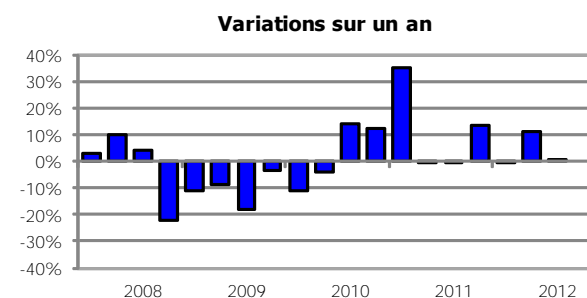
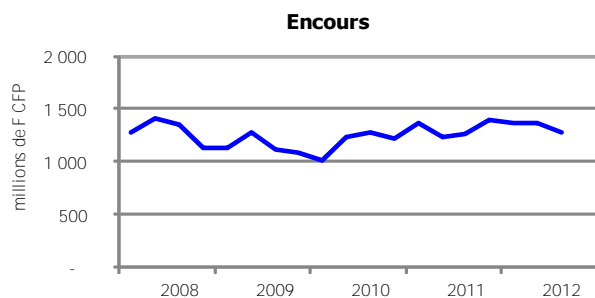


Les avoirs des ménages

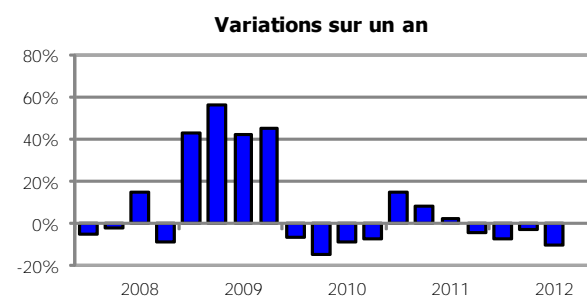
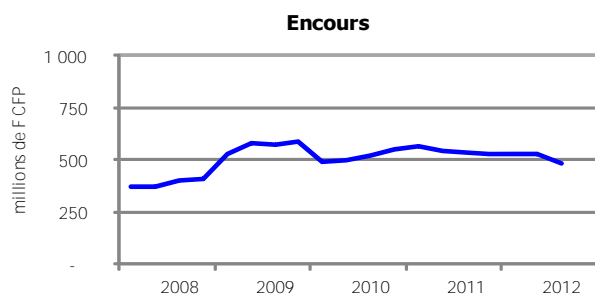
Total actifs financiers des ménages



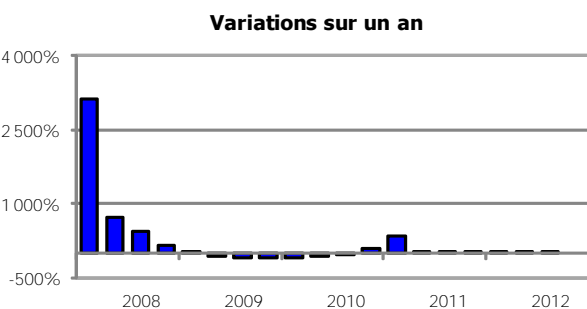
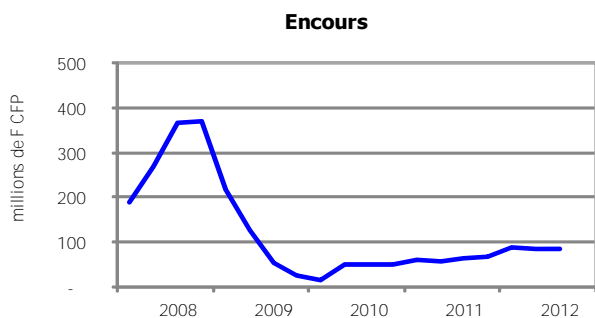
Dépôts à vue



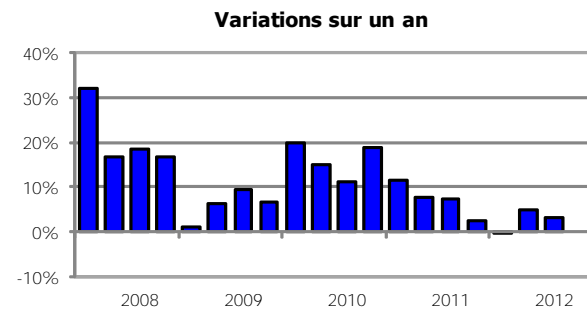
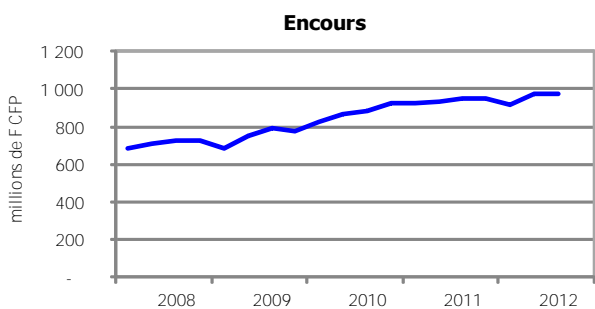
Livrets ordinaires



Dépôts à terme

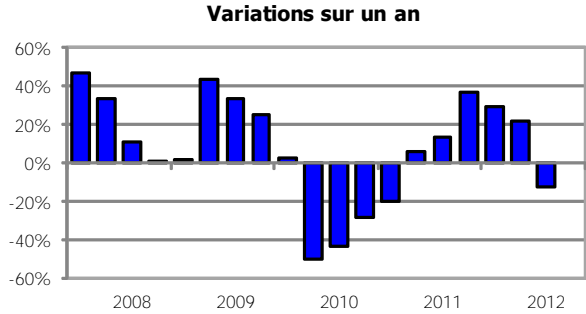
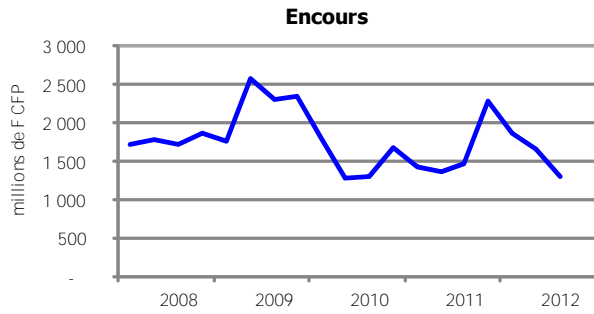


Contrats d'assurance-vie

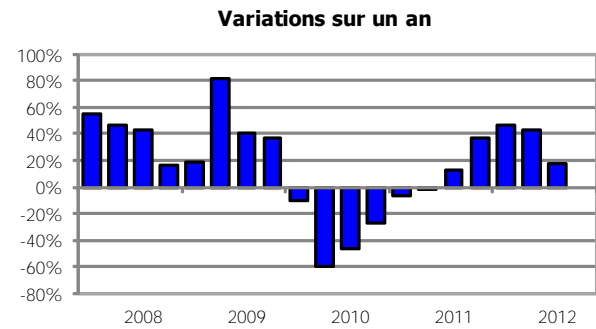
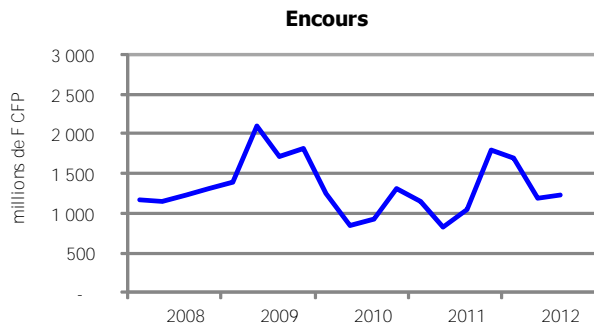


Les avoirs des sociétés

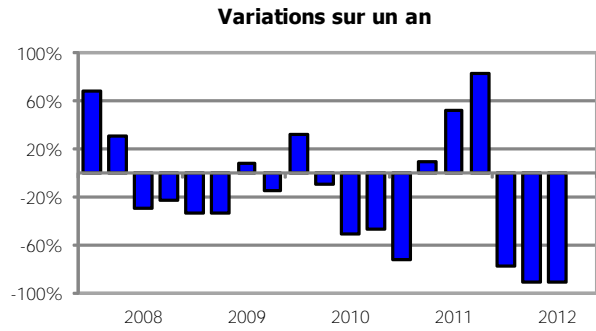
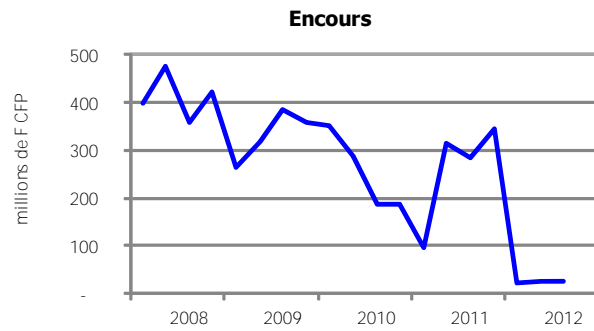
Total actifs financiers des sociétés



Dépôts à vue des sociétés



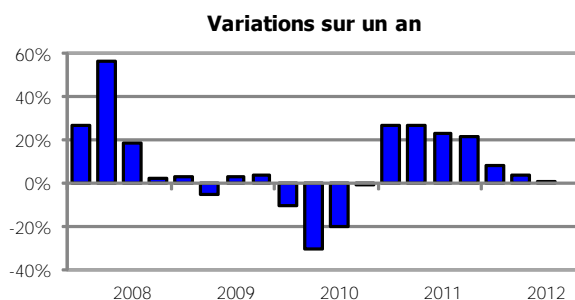
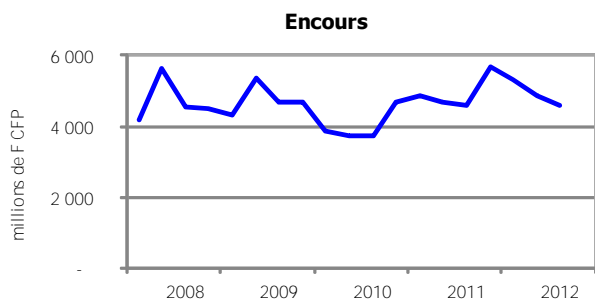
Dépôts à terme des sociétés



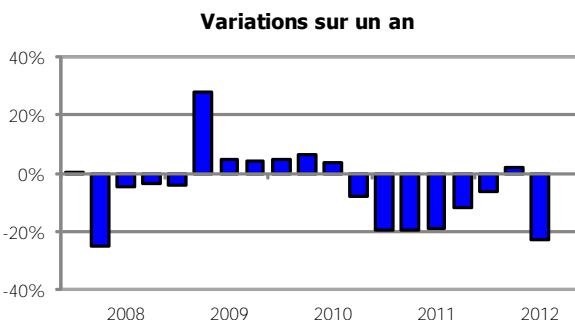
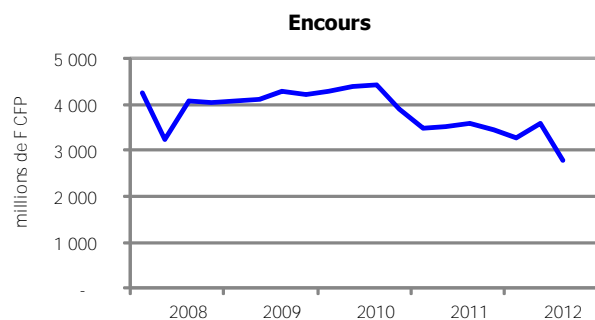
3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature									Variations	
	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	1 trim	1 an
Dépôts locaux	4 558	4 698	3 748	4 617	5 668	5 302	4 858	4 617	-5,0%	0,0%
Dépôts à vue	3 139	3 395	2 689	3 420	4 411	3 766	3 322	3 134	-5,7%	-8,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	413	586	543	569	567	552	551	499	-9,4%	-12,3%
Livrets ordinaires	413	586	543	569	567	552	551	499	-9,4%	-12,3%
Livrets jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0		
Livrets d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
CODEVI	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0		
Dépôts à terme	1 006	717	516	628	691	984	985	984	0,0%	56,8%
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
Titres de créances négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne HZE	4 091	4 276	4 432	3 599	3 446	3 258	3 597	2 788	-22,5%	-22,5%
Livrets A et bleus	0	0	0	0	0	0	0	0		
Actions	15	15	15	10	10	12	10	12	14,9%	22,0%
Obligations	1 346	1 389	1 403	762	601	628	614	1 042	69,7%	36,7%
OPCVM monétaires	1 947	2 020	2 061	1 785	1 786	1 586	1 887	642	-66,0%	-64,1%
OPCVM non monétaires	57	58	69	95	104	113	109	115	5,1%	21,6%
Contrats d'assurance-vie	726	795	883	947	946	919	976	978	0,2%	3,2%
TOTAL	8 649	8 974	8 180	8 216	9 115	8 561	8 454	7 405	-12,4%	-9,9%

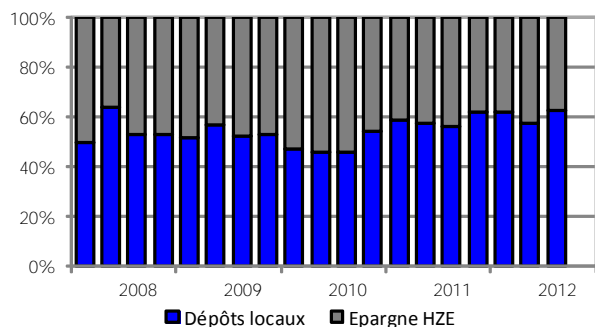
Dépôts locaux



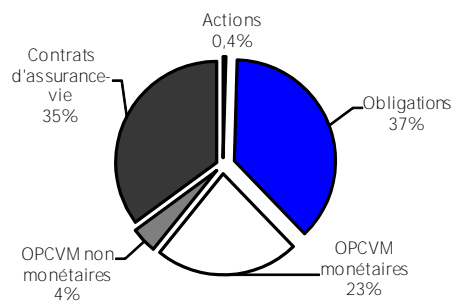
Epargne Hors Zone d'émission



Répartition dépôts locaux / Epargne HZE



Répartition de l'épargne hors zone d'émission au 30 juin 2012

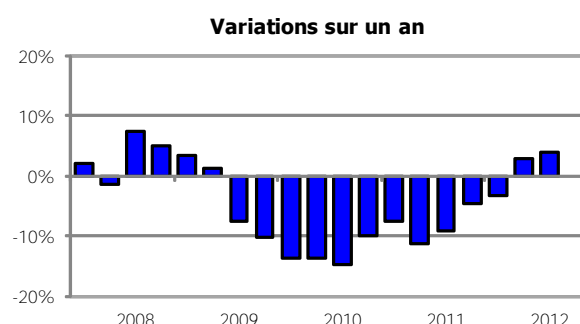
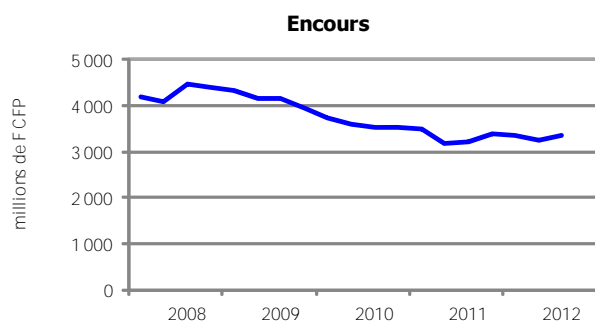


4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

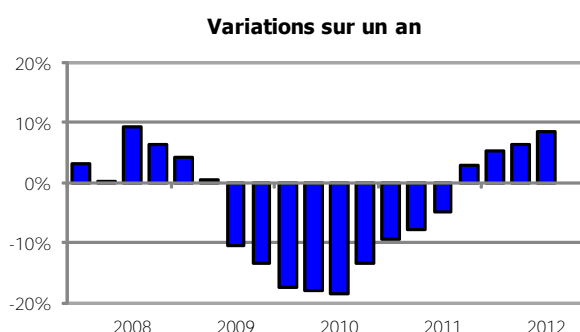
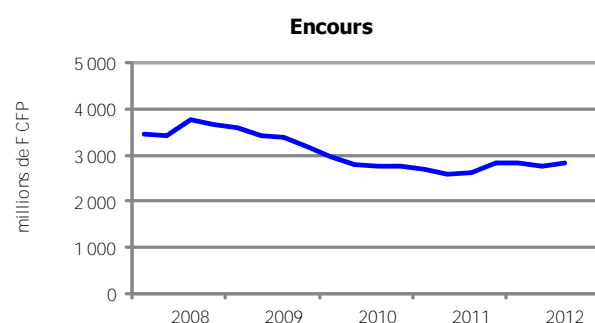
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements									Variations	
	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	1 trim	1 an
Entreprises	1 542	1 387	1 116	955	1 137	1 074	978	939	-4,0%	-1,7%
Crédits d'exploitation	201	227	64	66	88	71	31	34	7,9%	-48,6%
Créances commerciales	0	0	0	0	12	0	0	5		
Crédits de trésorerie	8	15	0	0	0	0	0	0		
dont entrepreneurs individuels	0	2	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	194	213	64	66	76	71	31	29	-8,4%	-56,4%
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	1 311	1 140	1 002	808	843	805	754	713	-5,4%	-11,7%
Crédits à l'équipement	1 311	1 140	1 002	808	843	805	754	713	-5,4%	-11,7%
dont entrepreneurs individuels	30	23	71	70	65	61	56	62	9,2%	-12,1%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	46	139	136	133	131	-2,0%	
Autres crédits	30	19	50	35	67	63	59	61	2,7%	72,3%
Ménages	1 682	1 510	1 219	1 298	1 357	1 420	1 453	1 589	9,4%	22,5%
Crédits à la consommation	1 019	999	846	977	1 073	1 121	1 186	1 189	0,3%	21,7%
Crédits de trésorerie	1 000	981	826	961	1 063	1 104	1 169	1 168	0,0%	21,6%
Comptes ordinaires débiteurs	20	19	19	16	11	17	17	20	21,7%	26,6%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	656	507	374	321	283	299	268	401	49,6%	24,9%
Autres crédits	6	4	0	0	0	0	0	0		
Collectivités locales	403	363	322	289	273	273	274	256	-6,5%	-11,6%
Crédits d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	403	363	322	289	273	273	274	256	-6,5%	-11,6%
Crédits à l'équipement	403	363	322	289	273	273	274	256	-6,5%	-11,6%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres agents de CCB non ventilés	151	124	96	80	67	79	52	63	20,1%	-21,6%
Total encours sain	3 779	3 383	2 754	2 621	2 833	2 847	2 757	2 846	3,2%	8,6%
Créances douteuses brutes	707	763	777	592	547	514	508	493	-3,0%	-16,7%
Créances douteuses nettes	317	341	335	298	283	276	284	274	-3,4%	-8,0%
dont entreprises	224	211	209	205	201	199	203	201	-1,0%	-1,9%
dont ménages	89	126	126	93	82	76	81	73	-9,6%	-21,6%
Provisions	390	422	442	294	264	238	225	219	-2,5%	-25,6%
Total encours brut	4 485	4 146	3 531	3 214	3 380	3 361	3 268	3 339	2,2%	3,9%
Taux de créances douteuses	15,8%	18,4%	22,0%	18,4%	16,2%	15,3%	15,6%	14,8%	-0,8 pt	-3,7 pt
Taux de provisionnement	55,2%	55,3%	56,9%	49,7%	48,2%	46,3%	44,2%	44,4%	0,2 pt	-5,3 pt

Encours de crédit brut

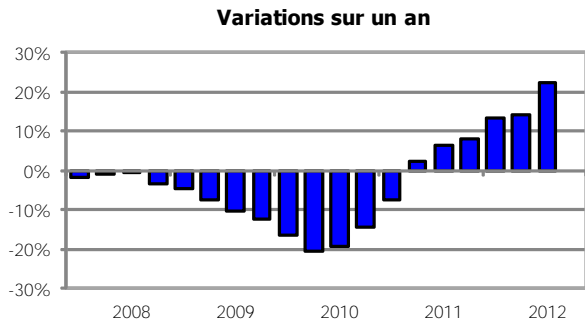
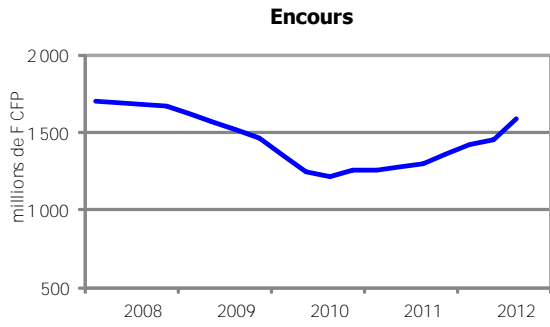


Encours de crédit sain

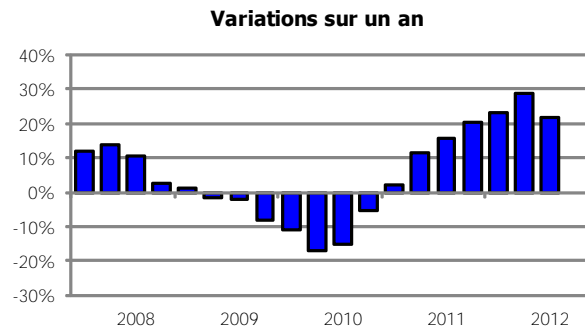
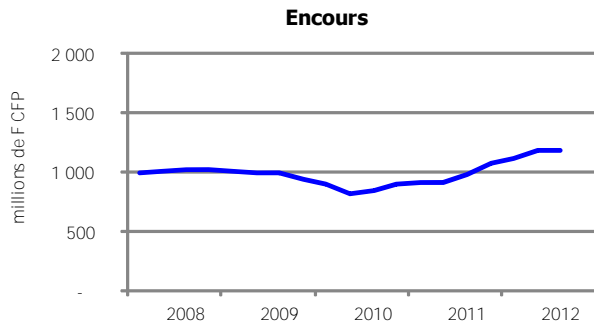


L'endettement des ménages

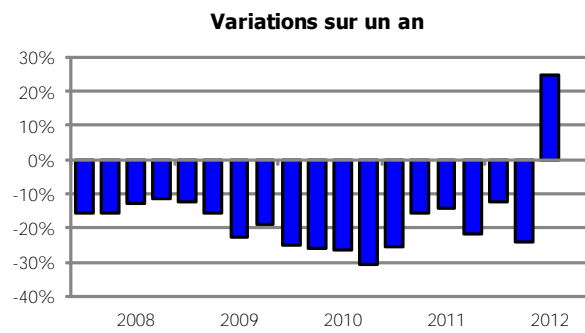
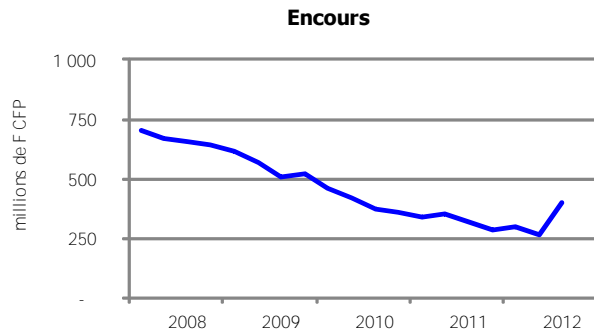
Encours de crédit sain des ménages



Crédit à la consommation

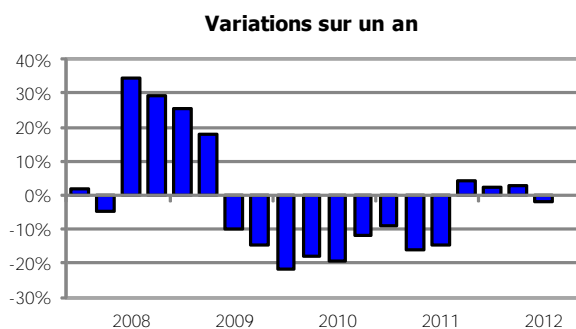
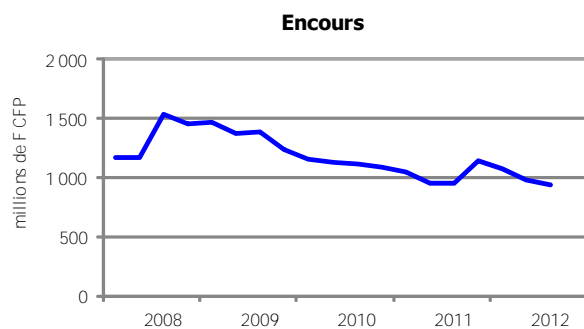


Crédit à l'habitat

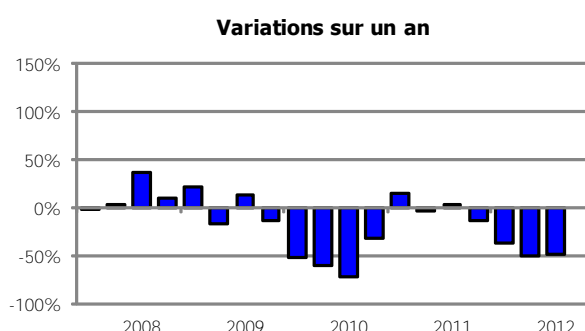
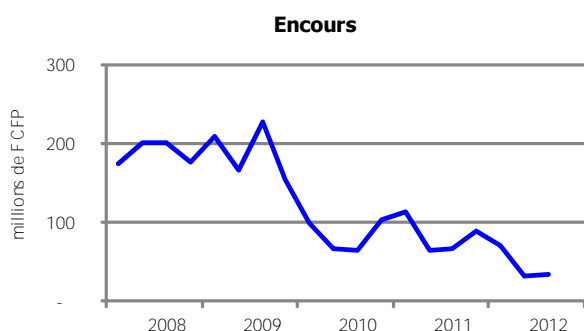


L'endettement des entreprises

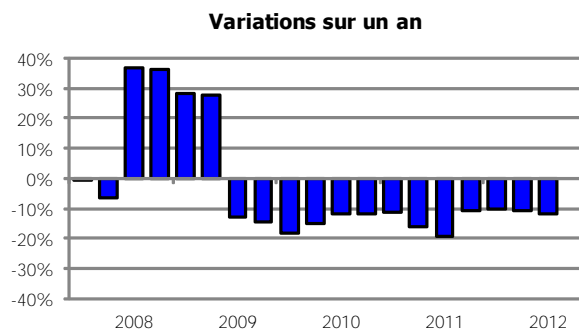
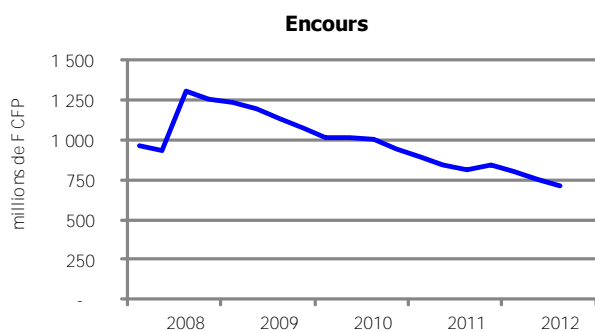
Encours de crédit sain des entreprises



Crédits d'exploitation

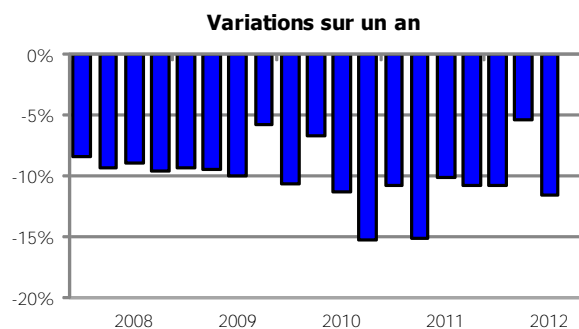
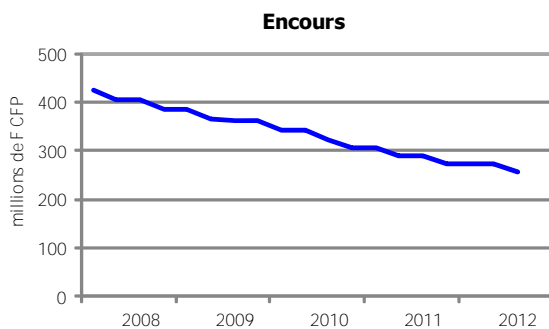


Crédits d'investissements



L'endettement des collectivités locales

Encours de crédit sain des collectivités

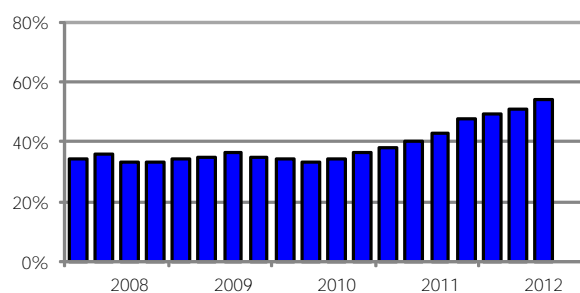


4.2 Les passifs des établissements de la zone d'émission

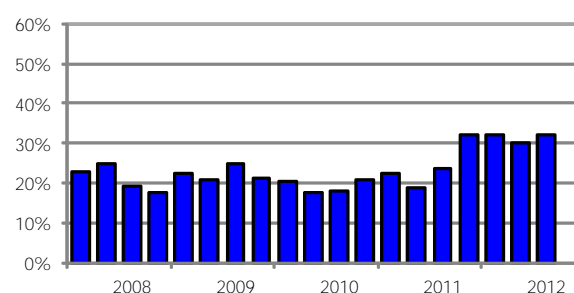
Les concours des établissements de la zone d'émission									Variations	
	sept.-08	sept.-09	sept.-10	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	sept.-12	1 trim	1 an
Entreprises	297	344	200	225	366	347	295	300	1,8%	33,6%
Crédits d'exploitation	194	225	64	66	88	71	31	34	7,9%	-48,6%
Créances commerciales	0	0	0	0	12	0	0	5		
Crédits de trésorerie	0	15	0	0	0	0	0	0		
dont entrepreneurs individuels	0	2	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	194	211	64	66	76	71	31	29	-8,4%	-56,4%
Affacturation	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	73	99	86	78	71	77	71	75	5,6%	-4,1%
Crédits à l'équipement	73	99	86	78	71	77	71	75	5,6%	-4,1%
dont entrepreneurs individuels	24	18	67	66	62	58	53	59	10,0%	-11,8%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	46	139	136	133	131	-2,0%	
Autres crédits	30	19	50	35	67	63	59	61	2,7%	72,3%
Ménages	1 076	1 055	899	1 032	1 126	1 194	1 256	1 401	11,6%	35,7%
Crédits à la consommation	1 019	999	846	977	1 073	1 121	1 186	1 189	0,3%	21,7%
Crédits de trésorerie	1 000	981	826	961	1 063	1 104	1 169	1 168	0,0%	21,6%
Comptes ordinaires débiteurs	20	19	19	16	11	17	17	20	21,7%	26,6%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	57	56	54	56	53	73	70	212	202,1%	282,6%
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Collectivités locales	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'équipement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres agents et CCB non ventilés	8	5	4	12	12	12	13	15	20,2%	28,4%
Total encours sain	1 381	1 404	1 103	1 269	1 504	1 554	1 564	1 717	9,8%	35,3%
Créances douteuses brutes	97	98	101	101	99	97	96	96	0,5%	-4,1%
Créances douteuses nettes	0	9	7	8	6	6	5	6	21,4%	-19,9%
dont entreprises	0	0	0	2	1	1	0	0		
dont ménages	0	8	7	6	5	5	5	6	21,4%	-2,3%
Provisions	97	89	94	93	94	91	91	90	-0,7%	-2,7%
Total encours brut	1 478	1 502	1 204	1 370	1 604	1 651	1 660	1 813	9,3%	32,4%
Taux de créances douteuses	6,6%	6,5%	8,4%	7,3%	6,2%	5,9%	5,8%	5,3%	-0,5 pt	-2 pt
Taux de provisionnement	100,0%	91,3%	93,0%	92,1%	94,3%	93,8%	94,5%	93,4%	-1,1 pt	1,3 pt

Part de marché des établissements de la zone d'émission

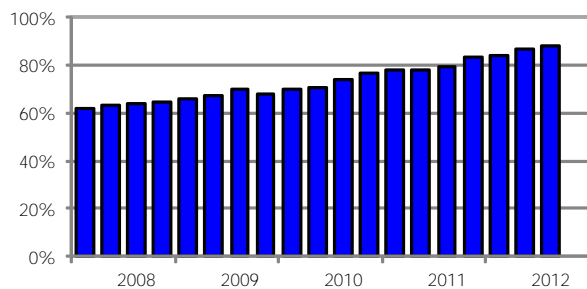
Encours de crédit brut total



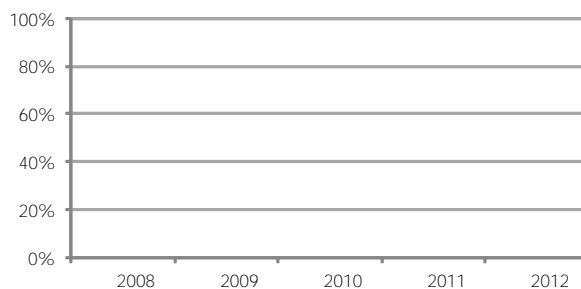
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages



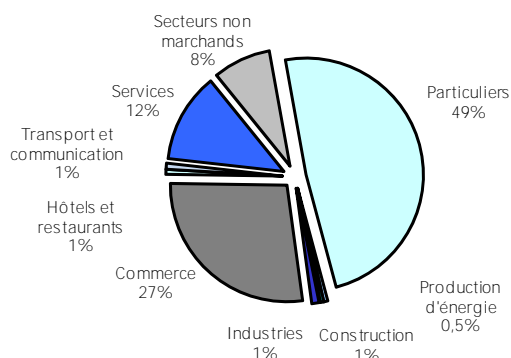
Encours de crédit aux collectivités



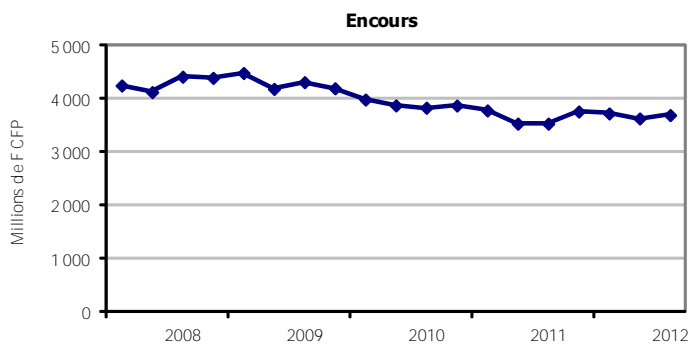
5. Les engagements bancaires

5.1 Les risques sectoriels

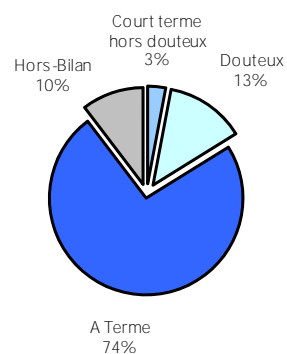
Répartition des risques sectoriels au 30 septembre 2012



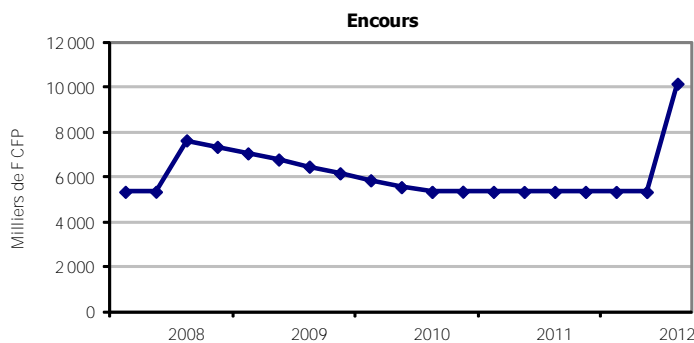
Evolution globale des risques déclarés au SCR (avec particuliers)



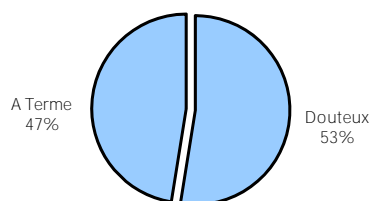
Structure en % au 30 septembre 2012



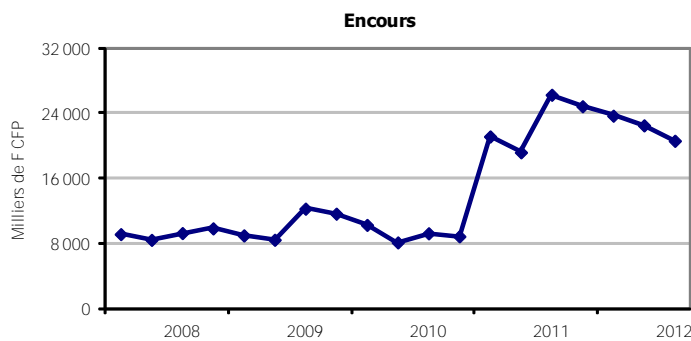
Agriculture, élevage



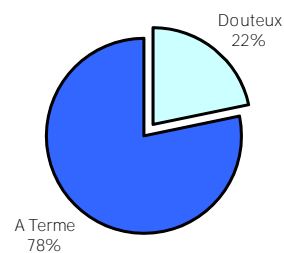
Structure en % au 30 septembre 2012



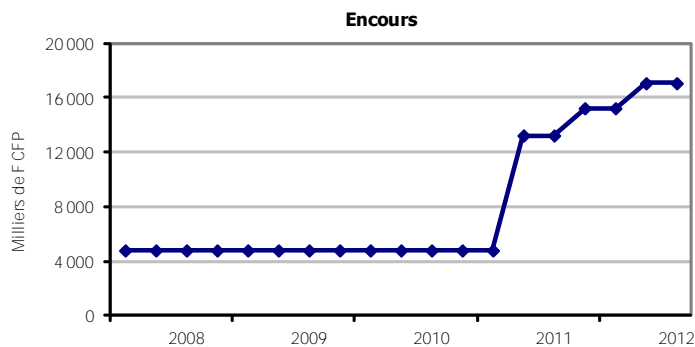
Industries



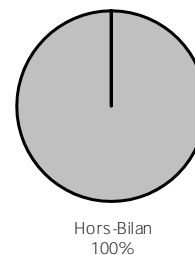
Structure en % au 30 septembre 2012



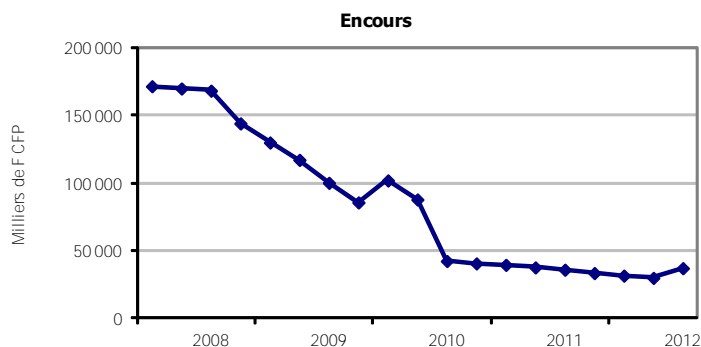
Production d'électricité, d'eau et de gaz



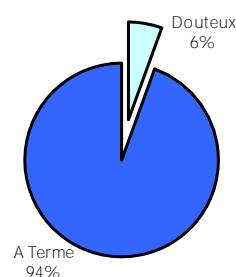
Structure en % au 30 septembre 2012



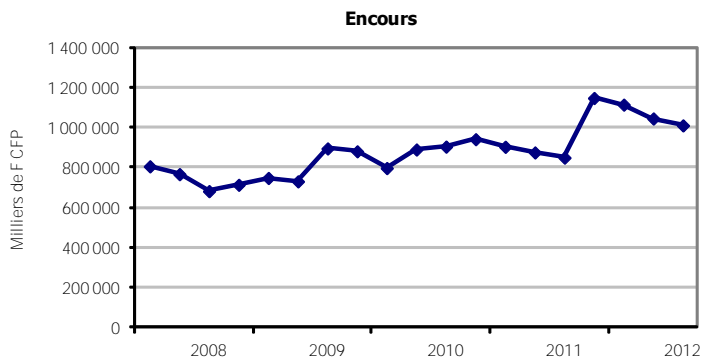
Construction et BTP



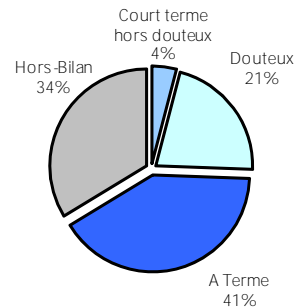
Structure en % au 30 septembre 2012



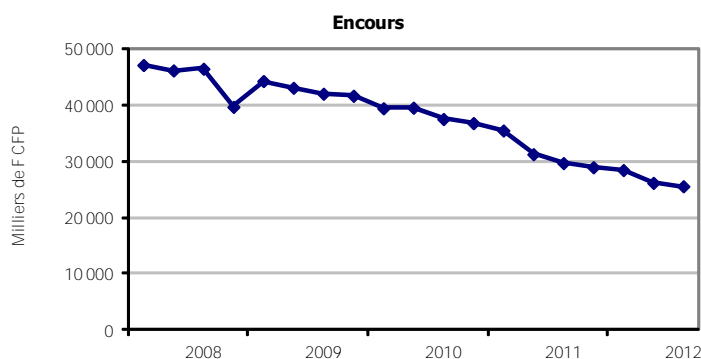
Commerce



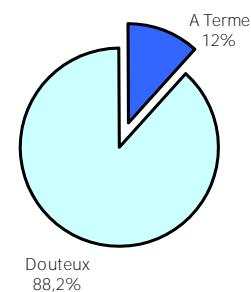
Structure en % au 30 septembre 2012



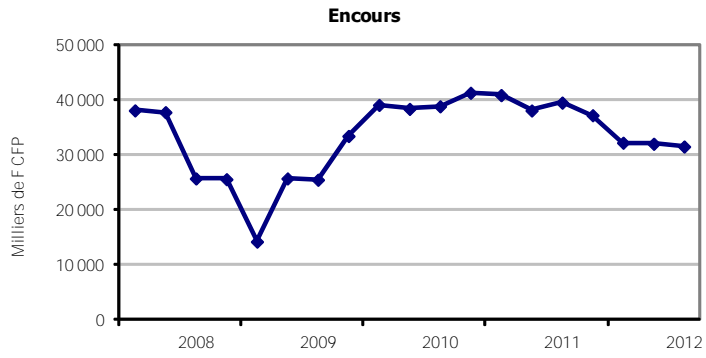
Hôtels et restaurants



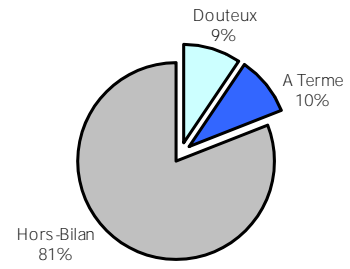
Structure en % au 30 septembre 2012



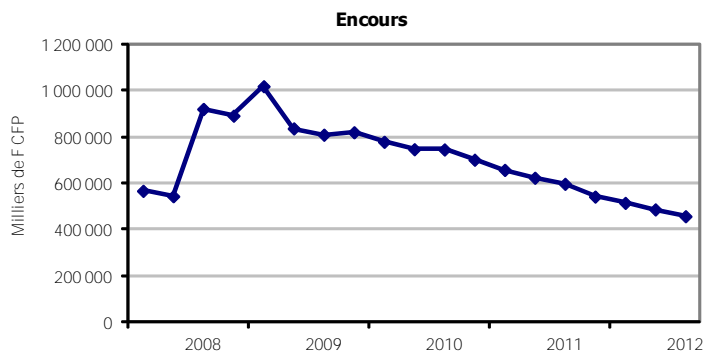
Transport et communication



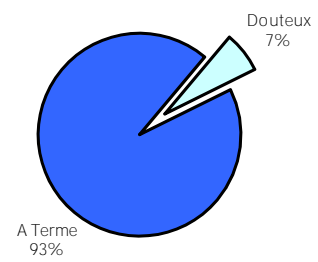
Structure en % au 30 septembre 2012



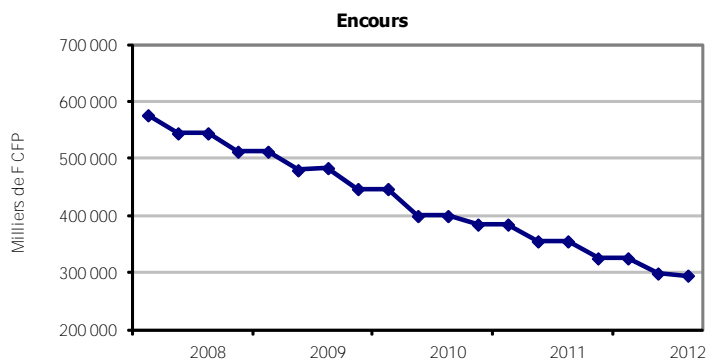
Services



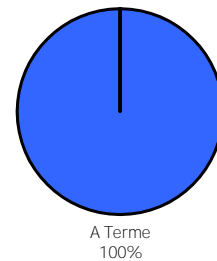
Structure en % au 30 septembre 2012



Secteurs non marchands



Structure en % au 30 septembre 2012

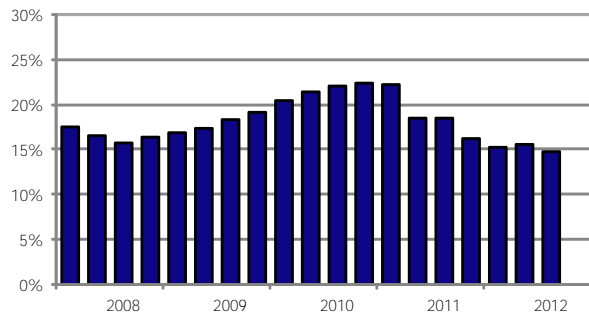


5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

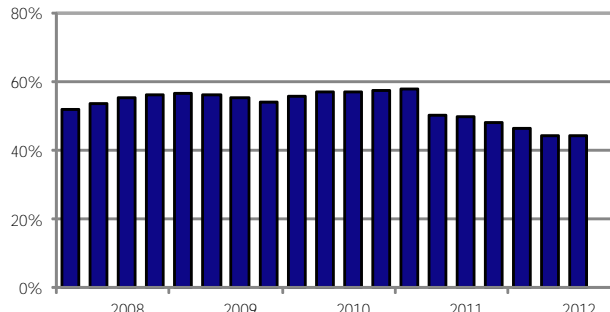
Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

Taux de créances douteuses



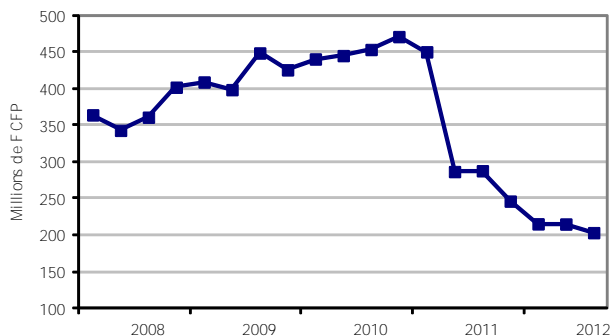
Taux de provisionnement



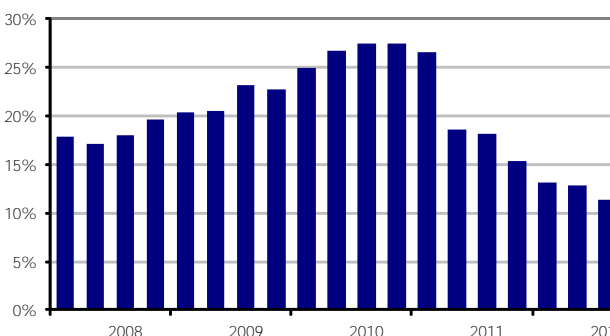
La vulnérabilité des ménages

Taux de créances douteuses brutes déclarées au SCR

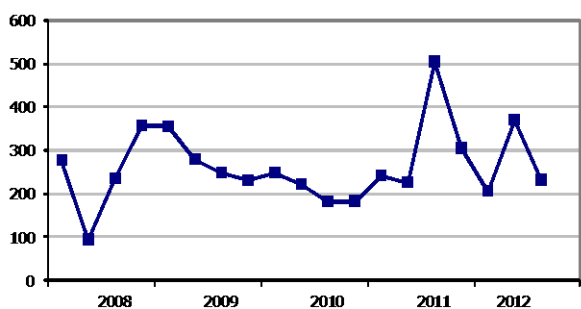
Encours des créances douteuses



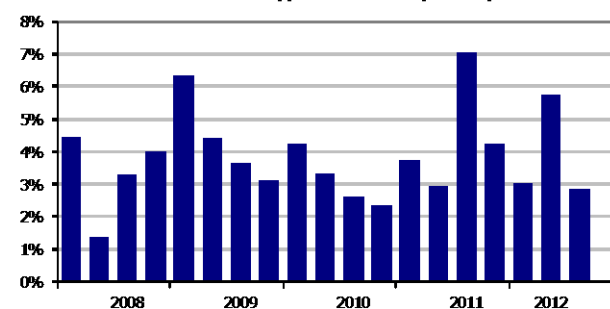
Taux de créances douteuses



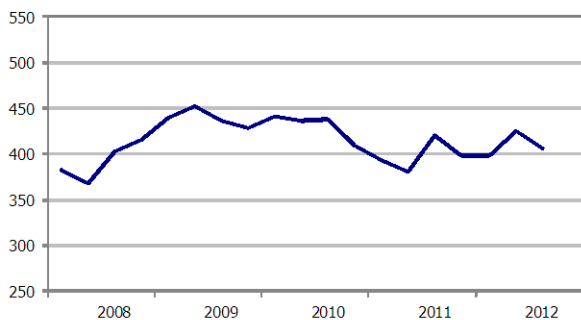
Incidents de paiements par chèques sur le trimestre (en nombre)



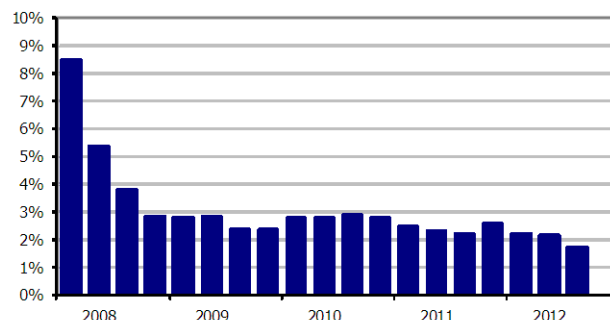
Taux de risques sur paiement par chèques
Nombres d'incidents rapporté sur des chèques compensés



Personnes physiques en interdiction bancaire
Stock fin de trimestre (en nombre)

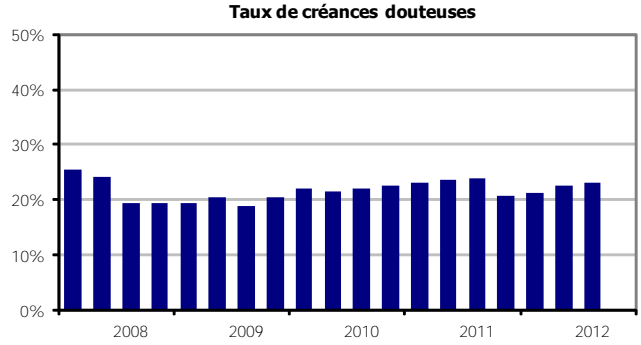
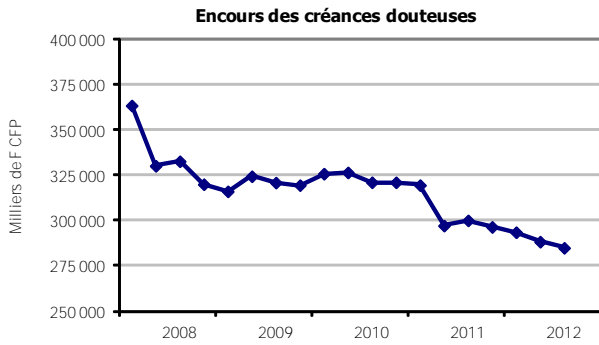


Taux de retrait de cartes bancaires
Retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs

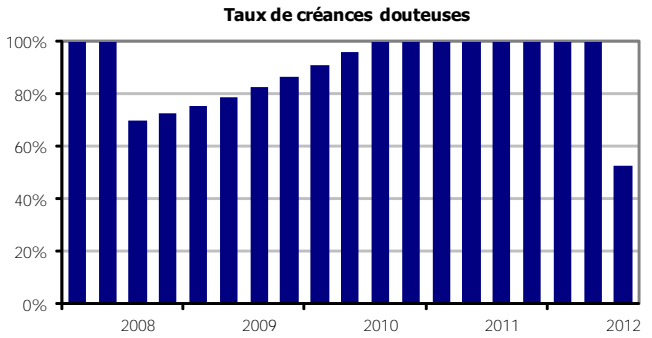
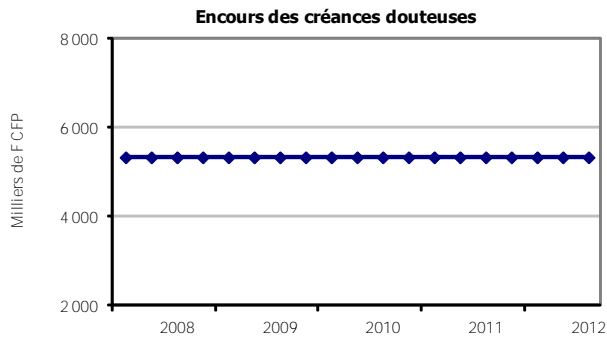


La vulnérabilité des entreprises

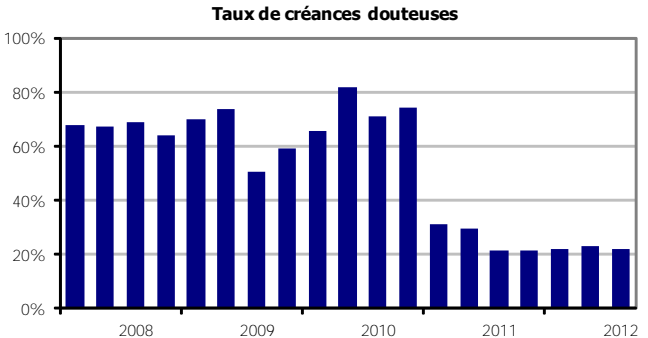
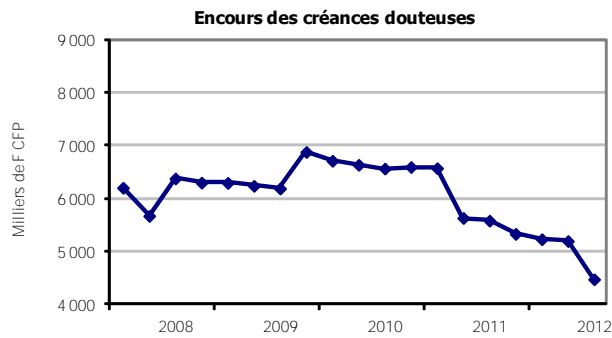
Taux de créances douteuses brutes déclarées au SCR



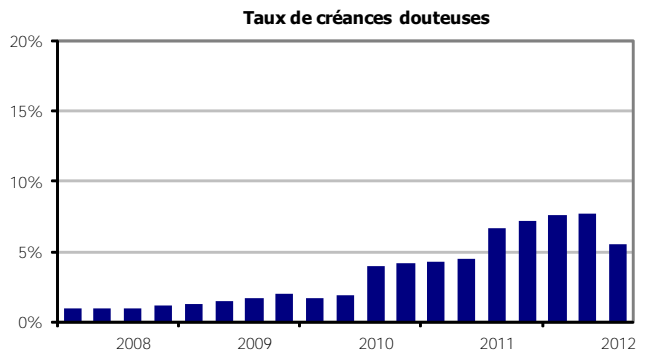
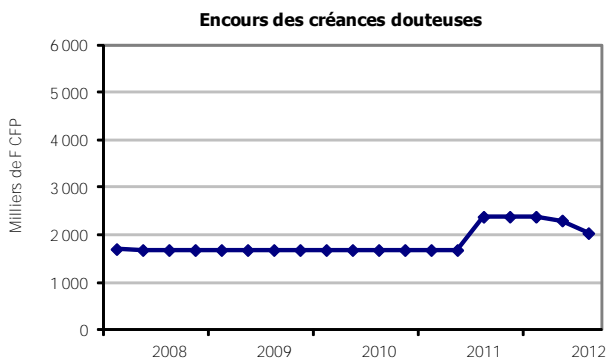
Agriculture, élevage, pêche et aquaculture



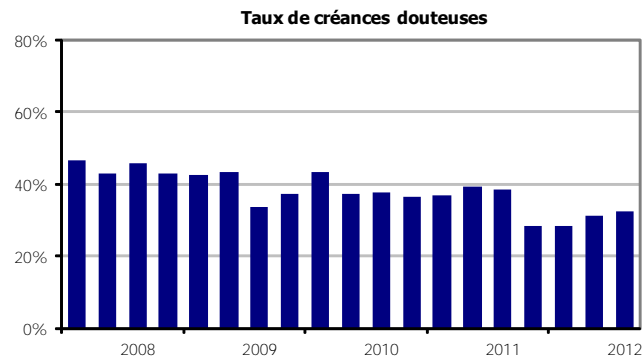
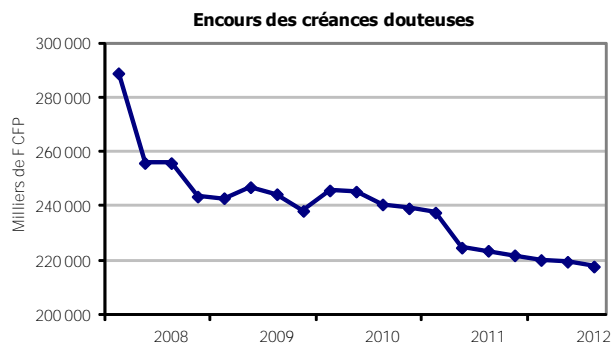
Industries



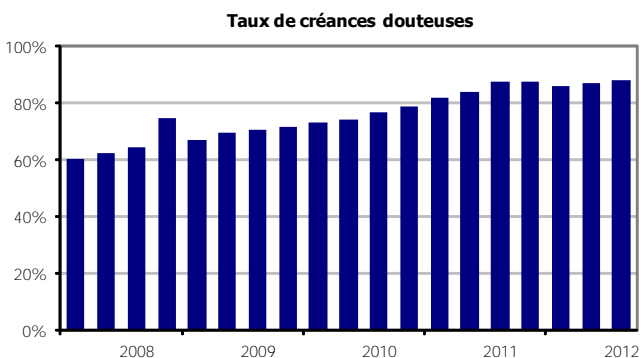
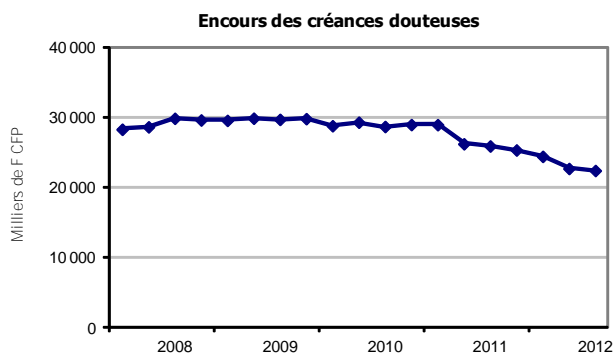
Construction et BTP



Commerce



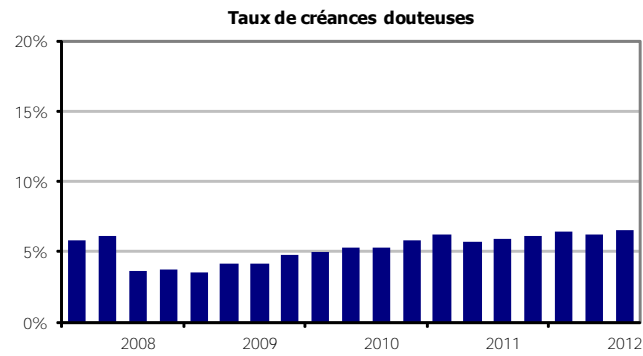
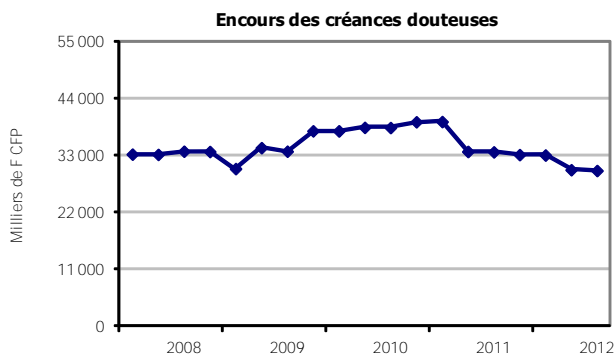
Hôtels et restaurants



Transport et communication



Services



6. Le financement des crédits bancaires

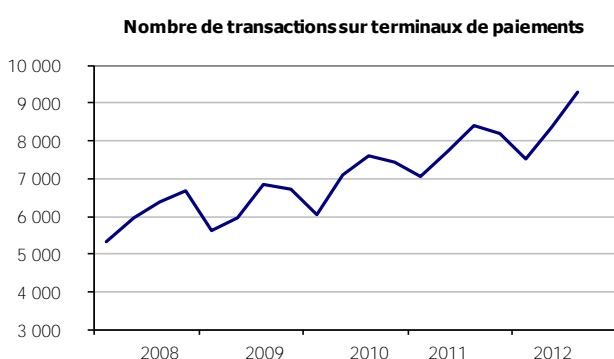
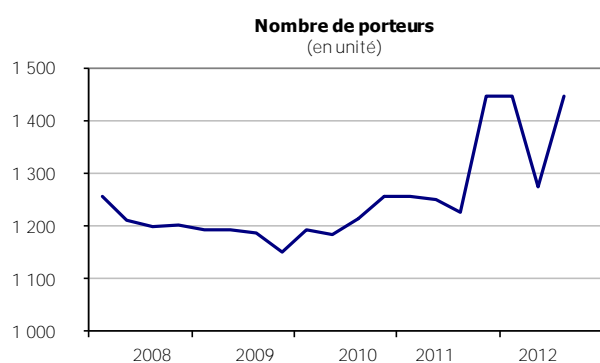
L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit

Equilibre emplois-ressources									Variations	
	sept-08	sept-09	sept-10	sept-11	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	1 trim	1 an
Emplois	4 442	4 642	3 702	3 898	4 835	5 014	4 561	4 535	-0,6%	16,3%
Excédent des opérations diverses des EC	36	0	52	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	1 478	1 502	1 204	1 370	1 604	1 651	1 660	1 813	9,3%	32,4%
Réserves obligatoires et libres	123	161	99	103	114	149	147	124	-15,6%	20,3%
Position extérieure nette des EC	2 805	2 979	2 347	2 425	3 117	3 215	2 754	2 597	-5,7%	7,1%
Ressources	4 442	4 641	3 702	3 898	4 834	5 014	4 561	4 535	-0,6%	16,3%
Dépôts collectés (- encaisses)	3 739	3 869	3 024	3 210	4 143	4 309	3 813	3 819	0,2%	19,0%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	703	728	678	683	686	686	686	686	0,0%	0,4%
Excédent des opérations diverses des EC	0	44	0	5	5	18	62	30		
Récompte	0	0	0	0	0	0	0	0		
Position extérieure nette des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		

7. La monétique et les échanges de valeurs

7.1 La monétique

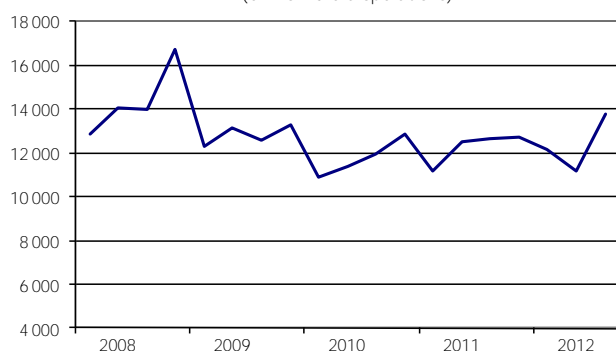
Monétique									Variations	
	sept-08	sept-09	sept-10	sept-11	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	1 trim	1 an
Cartes bancaires										
Carte bleue	1 199	1 186	1 215	1 227	1 447	1 447	1 273	1 446	13,6%	17,8%
Carte Jade	-	-	-	-	-	-	-	-		
Cartes privatives	-	-	-	-	-	-	-	-		
Nombre de cartes	1 199	1 186	1 215	1 227	1 447	1 447	1 273	1 446	13,6%	17,8%
Terminal de paiements électronique										
Nombre de TPE	30	32	36	39	39	41	39	40	2,6%	2,6%
Nombre de transactions	6 398	6 836	7 613	8 400	8 213	7 510	8 374	9 307	11,1%	10,8%
Montants (milliers de F CFP)	171 886	171 061	198 705	226 471	196 922	175 755	230 956	236 815	2,5%	4,6%
Moyenne par transaction (milliers de F CFP)	27	25	26	27	24	23	28	25	-7,7%	-5,6%
Automates bancaires (DAB, GAB)										
Nombre d'automates	1	1	1	1	1	1	1	1	0,0%	0,0%
Nombre de retraits	8 236	8 412	7 383	11 039	10 337	9 558	8 655	11 049	27,7%	0,1%
Montants (milliers de F CFP)	115 857	128 529	119 581	165 785	149 438	139 374	132 530	167 127	26,1%	0,8%
Moyenne par retrait (milliers de F CFP)	14	15	16	15	14	15	15	15	-1,2%	0,7%



7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs									Variations	
	sept-08	sept-09	sept-10	sept-11	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	1 trim	1 an
En nombre	13 983	12 580	11 947	12 633	12 701	12 145	11 164	13 749	23,2%	8,8%
Chèques	6 754	6 440	6 459	7 149	7 172	6 807	6 421	8 058	25,5%	12,7%
Virements	6 897	5 831	5 097	4 985	4 973	4 835	4 309	5 000	16,0%	0,3%
Effets	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres	332	309	391	499	556	503	434	691	59,2%	38,5%
En millions de F CFP	1 661	1 645	1 325	1 587	1 320	1 772	1 330	1 232	-7,4%	-22,4%
Chèques	834	913	877	990	891	782	865	799	-7,6%	-19,2%
Virements	812	717	422	584	419	975	452	389	-13,9%	-33,4%
Effets	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres	15	15	26	14	9	14	13	44	230,1%	215,2%

Compensation des échanges de valeurs
(en nombre d'opérations)



Compensation des échanges de valeurs
(en millions de F CFP)



8. Rappel des taux

8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010	Année 2011	Année 2012
4,26%	3,29%	2,27%	2,05%	2,11%	2,95%	3,99%	3,79%	0,65%	0,38%	0,71%

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

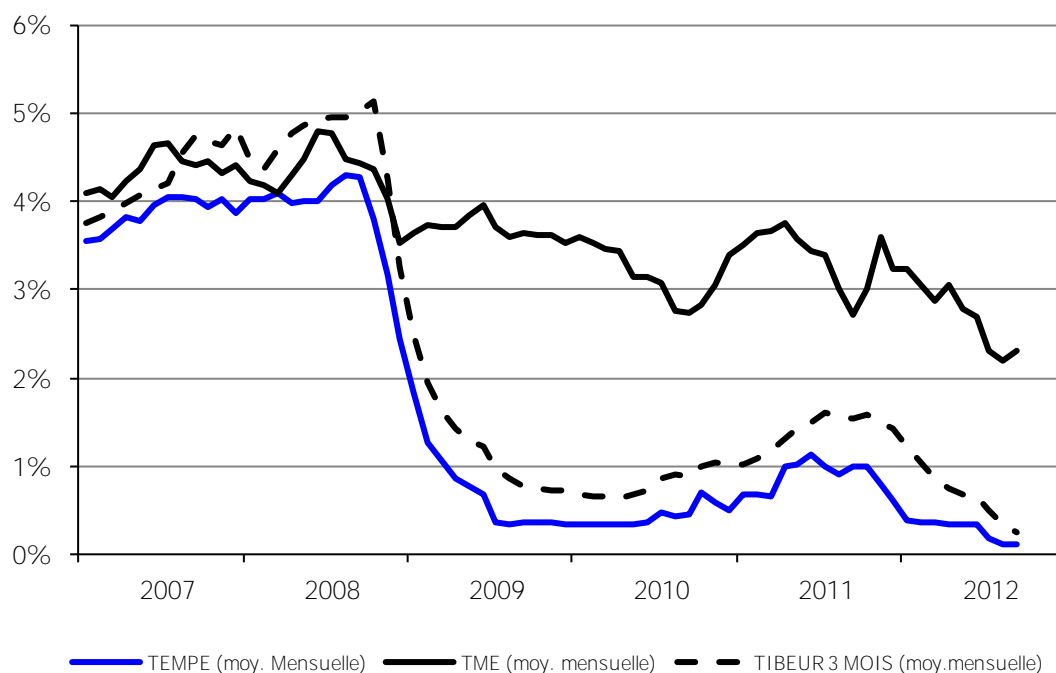
Taux de l'IEOM	4 ^e Trim. 2011	1 ^{er} Trim. 2012	2 ^e Trim. 2012	3 ^e Trim. 2012
Taux de la facilité de dépôt	0,25% (1)	0,25% (1)	0,25% (1)	0,25% (1)
Taux de l'escompte de chèques	1,75% (3)	1,75% (3)	1,75% (3)	1,50% (8)
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75% (3)	1,75% (3)	1,75% (3)	1,50% (8)
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,00% (4)	1,00% (4)	1,00% (4)	0,75% (8)
Taux plafond	3,75% (4)	3,75% (4)	3,75% (4)	3,50% (8)
Taux de réescompte des Prêts bancaires au logement - PBL	3,00% (2)	3,00% (2)	3,00% (2)	3,00% (2)
Taux plafond (taux SGFGAS)	5,35%-5,80%(5)	5,65%-6,10%(6)	5,35%-5,80% (7)	5,15%-5,60% (9)

(1) à compter du 27/05/2010 (2) à compter du 01/08/1996 (3) à compter du 14/12/2011

(4) à compter du 23/12/2011 (5) à compter du 01/11/2011 (6) à compter du 01/03/2012

(7) à compter du 01/05/2012 (8) à compter du 24/07/2012 (9) à compter du 01/08/2012

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'Etat à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

8.4 Taux de l'usure

Prêts aux particuliers

L'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 2010 change les modalités de fixation du seuil de l'usure pour les crédits aux particuliers n'entrant pas dans le champ d'application des articles L 312-1 à L 312-36 du code de la consommation. Les catégories d'opérations concernées sont désormais définies à raison du montant des prêts, comme précisé par l'arrêté du 22 mars 2011 fixant les montants qui définissent les catégories de prêts servant de base à l'application du régime de l'usure.

Seuils de l'usure	4 ^e Trim. 2011	1 ^{er} Trim. 2012	2 ^e Trim. 2012	3 ^e Trim. 2012
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	6,23%	6,24%	6,32%	6,36%
- Prêts à taux variable	5,61%	5,83%	5,88%	5,81%
- Prêts à taux relais	6,28%	6,43%	6,48%	6,32%
Autres prêts				
-Prêts d'un montant < ou = à 181 862 F CFP (1)	21,03%	20,65%	20,56%	20,25%
-Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181 862 F CFP et < ou = à 357 995 F CFP et prêts viagers hypothécaires	19,27%	19,15%	19,15%	19,24%
-Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et < ou = à 357 995 XPF	12,76%	13,98%	15,27%	16,40%
-Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	18,16%	17,69%	17,15%	16,88%
-Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	11,65%	12,51%	13,27%	14,04%
-Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,62%	15,78%	14,81%	14,07%
-Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,10%	10,60%	10,93%	11,23%

Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

Seuils de l'usure	4 ^e Trim. 2011	1 ^{er} Trim. 2012	2 ^e Trim. 2012	3 ^e Trim. 2012
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,61%	9,67%	8,99%	9,01%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,52%	5,45%	5,35%	4,63%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,36%	6,29%	6,37%	6,20%
- Découverts en compte (1)	13,84%	13,80%	13,67%	13,53%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	6,36%	6,53%	6,49%	6,01%

(1) y compris commission du plus fort découvert

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

Seuils de l'usure	4 ^e Trim. 2011	1 ^{er} Trim. 2012	2 ^e Trim. 2012	3 ^e Trim. 2012
- Découverts en compte (2)	13,84%	13,80%	13,67%	13,53%

(2) y compris commission du plus fort découvert

Annexes méthodologiques

1) Les établissements de crédit de la zone d'émission et hors zone d'émission

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement appartenant à la zone d'émission : la présence d'un guichet dans la zone d'émission FCFP et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme situés hors de la zone d'émission. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local. Pour Wallis-et-Futuna, des établissements de crédit implantés en Nouvelle-Calédonie et qui réalise des opérations ponctuelles de financement sur le Territoire ont été inclus au périmètre des établissements hors de la zone d'émission.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ZE et HZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit HZE et intervenant dans le territoire sont des banques commerciales calédoniennes (SGCB, BNC, BCI, BNPN, CEPNC) et des Institutions Financières Spécialisées : AFD et BEI.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service de centralisation des risques (SCR)

Le service de centralisation des risques (SCR) de l'IEOM recense, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le Territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF rév. 2 (ou NAF 2008)
Agriculture, élevage et pêche	01 à 3
Industrie	05 à 39
BTP	41 à 43
Commerce	45 à 47 sauf 452
Hôtellerie et restauration	55
Transports et communications	49 à 53
Services	56 à 96 et 452

Directeur de la publication : N. de SEZE
Responsable de la rédaction : M. Guy DELAMAIRE
Editeur : IEOM
Achevé d'imprimer : décembre 2012
Dépôt légal : décembre 2012 - n° ISSN : 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

AGENCE DE WALLIS ET FUTUNA
BP G5 Mata'Utu 98 600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna
Téléphone : (681) 72 25 05 – Télécopie : 72 20 03
IEOM-WF-Etudes -à- ieom.wf
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : agence@ieom.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03